

SENAT DE BELGIQUE

SESSION DE 1990-1991

7 MAI 1991

Projet de loi relatif aux registres de population et aux cartes d'identité

**RAPPORT
FAIT AU NOM
DE LA COMMISSION
DE L'INTERIEUR
PAR M. DE LOOR**

**I. EXPOSE INTRODUCTIF
DU MINISTRE DE L'INTERIEUR**

Pour son exposé introductif, le Ministre se réfère dans une large mesure à l'exposé des motifs.

Il attire spécialement l'attention sur le fait que le projet vise moins à réformer la matière sur un certain nombre de points qu'à développer un certain nombre de règles et un certain nombre d'aspects des registres de la population et des cartes d'identité.

Ont participé aux travaux de la Commission :

1. Membres effectifs : MM. Cerexhe, président; Borremans, Cardoen, Donnay, Flagothier, Mme Lieten-Croes, MM. Luyten, Mouton, Mme Panneels-Van Baelen, MM. Paque, Peetermans, Pinoie, Suykerbuyk, Tant, Toussaint, Vandenhaute, Van Eetvelt, Vanlerberghe et De Loor, rapporteur.

2. Membres suppléants : MM. Allewaert, Antoine, Erdman, Petitjean et Swinnen.

3. Autres sénateurs : M. Desmedt et Mme Nélis.

R. A 15211

Voir :

Document du Sénat :

1150-1 (1990-1991) : Projet de loi

BELGISCHE SENAAAT

ZITTING 1990-1991

7 MEI 1991

Ontwerp van wet betreffende de bevolkingsregisters en de identiteitskaarten

**VERSLAG
NAMENS DE COMMISSIE VOOR DE
BINNENLANDSE AANGELEGENHEDEN
UITGEBRACHT
DOOR DE HEER DE LOOR**

**I. INLEIDENDE UITEENZETTING VAN
DE MINISTER VAN BINNENLANDSE ZAKEN**

Voor zijn inleidende uiteenzetting verwijst de Minister in grote mate naar de memorie van toelichting.

Hij vestigt er speciaal de aandacht op dat het ontwerp niet zozeer beoogt de materie op een aantal punten te hervormen, maar wel strekt om een aantal regelingen en een aantal aspecten van de bevolkingsregisters en de identiteitskaarten nader uit te werken.

Aan de werkzaamheden van de Commissie hebben deelgenomen :

1. Vaste leden : de heren Cerexhe, voorzitter; Borremans, Cardoen, Donnay, Flagothier, mevr. Lieten-Croes, de heren Luyten, Mouton, mevr. Panneels-Van Baelen, de heren Paque, Peetermans, Pinoie, Suykerbuyk, Tant, Toussaint, Vandenhaute, Van Eetvelt, Vanlerberghe en De Loor, rapporteur.

2. Plaatsvervangers : de heren Allewaert, Antoine, Erdman, Petitjean en Swinnen.

3. Andere senatoren : de heer Desmedt en mevr. Nélis.

R. A 15211

Zie :

Gedr. St. van de Senaat :

1150-1 (1990-1991) : Ontwerp van wet

La loi du 2 juin 1856 sur les registres de la population a incontestablement plus que démontré son utilité. Elle se borne, toutefois, à régler la tenue des registres de la population. Il faut noter, en outre, que ces registres ont connu une évolution considérable et sont utilisés aujourd'hui aux fins les plus diverses, comme l'indique l'exposé des motifs.

Avec le temps, l'Institut national de statistique a pris lui aussi une importance considérable.

Le Ministre attire encore l'attention sur le fait que la réglementation concernant les cartes d'identité est basée sur les registres de la population.

Pour le surplus, notamment en ce qui concerne les problèmes qui se posent actuellement, et pour le contenu concret du projet, le Ministre cite l'exposé des motifs.

Il estime que le projet, qui est essentiellement technique et qui, comme on l'a dit, confirme dans une large mesure les réglementations existantes, en les affinant, permet d'améliorer la sécurité juridique et il demande, dès lors, à la Commission de l'adopter dans cette perspective.

II. DISCUSSION GENERALE

Avant de parler du projet lui-même, le Ministre répond à la question, posée par un membre, de savoir pour quelle raison un recensement est encore nécessaire, alors qu'il existe aujourd'hui un Registre national des personnes physiques.

Il estime que l'on se trouve dans une phase transitoire et qu'un recensement reste nécessaire pour pouvoir corriger, le cas échéant, le Registre national. S'il était possible d'affiner les mentions de celui-ci et de bien le tenir à jour, le recensement deviendrait largement superflu.

Un membre note aussi que des listes électorales ont été établies récemment à partir des registres de la population. Après le dernier recensement, il faudra peut-être adapter ces listes en vue des élections à venir.

Le Ministre répond qu'un problème pratique pourrait effectivement se poser au cas où les résultats du recensement seraient connus assez vite. Il y aura éventuellement lieu de prévoir une disposition transitoire.

Il signale, par ailleurs, que, selon le projet relatif à l'adaptation technique de la loi électorale, qui est en préparation, il ne sera plus nécessaire d'établir des listes électorales à l'avenir.

Un membre note encore que les résultats des recensements sont souvent connus avec beaucoup de retard et il se demande, dès lors, si l'article 4 du projet a encore un sens.

De wet van 2 juni 1856 op de bevolkingsregisters heeft haar nut ongetwijfeld meer dan bewezen. Deze wet regelt echter alleen het houden van de bevolkingsregisters. Bovendien hebben die registers een aanzienlijke evolutie gekend, en ze worden thans voor allerlei andere doeleinden aangewend, zoals aangegeven in de memorie van toelichting.

Op dezelfde wijze is ook het belang van het Nationaal Instituut voor de Statistiek met de tijd enorm toegenomen.

De Minister vestigt er nog de aandacht op dat ook de reglementering inzake de identiteitskaarten uitgaat van de bevolkingsregisters.

Voor het overige, onder andere wat de problemen betreft die thans rijzen, en voor de concrete inhoud van het ontwerp, citeert de Minister de memorie van toelichting.

De Minister meent dat het in essentie technisch ontwerp, dat zoals gezegd de bestaande regelingen in grote mate bevestigt maar verfijnt, tot meer rechtszekerheid moet leiden, en vraagt de Commissie het in die geest aan te nemen.

II. ALGEMEME BESPREKING

Vooraleer ingegaan wordt op het ontwerp zelf antwoordt de Minister op de vraag van een lid, waarom nog een volkstelling vereist is nu er een Rijksregister van de natuurlijke personen bestaat.

Hij meent dat men zich thans in een overgangsfase bevindt, en dat de telling nog nodig is om in voorkomend geval het Rijksregister te kunnen verbeteren. Als het Rijksregister verfijnd zou kunnen worden, en goed bijgehouden wordt, wordt de volkstelling grotendeels overbodig.

Een lid laat nog opmerken dat onlangs kiezerslijsten opgesteld werden aan de hand van de bevolkingsregisters. Na de volkstelling zullen die lijsten misschien nog moeten aangepast worden voor de volgende verkiezingen.

De Minister antwoordt dat er inderdaad een praktisch probleem kan rijzen als de resultaten van de volkstelling tijdig bekend zijn. Eventueel zal moeten voorzien worden in een overgangsbepaling.

Anderzijds wijst hij er nog op dat het in voorbereiding zijnde ontwerp over de technische aanpassing van de kieswet onder meer inhoudt dat in de toekomst geen kiezerslijsten meer zullen moeten worden opgesteld.

Een lid laat nog opmerken dat de resultaten van de volkstelling dikwijls met veel vertraging bekend worden, en vraagt of in dat licht artikel 4 van het ontwerp nog wel enige betekenis heeft.

Le Ministre répond que les mentions des registres de la population sont contrôlées, en principe, immédiatement après le ramassage des dossiers et, donc, avant le traitement de ceux-ci. La plupart des corrections nécessaires concernent des personnes qui sont parties sans le signaler.

Se référant à la proposition d'amendement de l'article 1^{er} qu'il a déposée, un membre constate que le projet s'en tient strictement au principe classique selon lequel l'on doit être inscrit là où l'on réside et en renforce même le fondement juridique. Il estime pourtant que l'application sans nuance de ce principe ne va plus de soi à l'heure actuelle. Avec l'accroissement de la mobilité, dont il est également question dans l'exposé des motifs, beaucoup de gens vont résider, pour des motifs divers, dans des lieux inappropriés, en tout cas à un séjour permanent, à maints égards: absence d'équipements d'utilité publique, motifs sanitaires, raisons liées à l'aménagement du territoire.

L'intervenant estime que la disposition qu'il propose d'ajouter à l'article 1^{er} constitue un premier pas, même si c'est un minimum, vers une solution.

Il souligne qu'il a, évidemment, pensé avant tout au problème des résidences de week-end, mais que le phénomène touche à d'autres aspects comme celui des inscriptions fictives pour raisons fiscales et celui de l'exode urbain.

Concernant les élections de domiciles fictifs pour des raisons fiscales, le Ministre fait remarquer que les inscriptions sont d'ores et déjà refusées.

L'intervenant trouve positif que l'on réagisse plus sévèrement à de telles pratiques. Cela n'enlève, toutefois, rien à ses objections fondamentales à l'encontre du principe selon lequel il faut être inscrit là où l'on habite si l'on ne peut pas y habiter ou si le logement ne remplit pas les conditions les plus élémentaires d'habitabilité ou si les équipements collectifs les plus élémentaires font défaut.

Comme certains des aspects évoqués relèvent de la compétence des Régions, il est permis de supposer que celles-ci auront voix au chapitre quand il s'agira de définir les conditions sous lesquelles l'on peut être inscrit dans les registres de la population.

Le Ministre ne conteste ni la réalité ni la gravité du phénomène des installations permanentes dans des zones réservées aux résidences de week-end ou dans des secondes résidences, ni la réalité du problème de leur inscription dans les registres de la population.

Le Ministre craint que le problème esquissé n'engendre assez vite des sortes de bidonvilles en pleines zones vertes et, en conséquence, une paupérisa-

De Minister antwoordt dat de controle van de gegevens van de bevolkingsregisters in principe onmiddellijk na het inzamelen van de dossiers gebeurt, vóór de verwerking ervan. De meeste correcties die nodig zijn betreffen mensen die vertrokken zijn zonder dat te melden.

Met verwijzing naar het amendement dat hij indiende bij artikel 1 stelt een lid vast dat het ontwerp angstvallig vasthoudt aan de klassieke filosofie dat men ingeschreven wordt daar waar men verblijft. Deze filosofie wordt zelfs nog verder juridisch onderbouwd. Nochtans is de ongenueerde toepassing van dit principe volgens het lid in de huidige stand van zaken niet vanzelfsprekend. De toenemende mobiliteit, waarnaar verwezen wordt in de memorie van toelichting, gaat gepaard met het fenomeen dat veel mensen zich om diverse redenen ergens vestigen waar men in feite om allerlei redenen — het ontbreken van nutsvoorzieningen, redenen van sanitaire aard, redenen van ruimtelijke ordening — niet of niet permanent mag verblijven.

Het lid meent dat de bepaling die hij voorstelt toe te voegen aan artikel 1 een eerste, zij het minimale, stap is voor een oplossing.

Het lid preciseert dat hij weliswaar in eerste instantie dacht aan het probleem van de weekendverblijven, maar er zijn ook andere aspecten aan het fenomeen: dat van de fictieve inschrijvingen om fiscale redenen, of zelfs dat van de ontvolking van de steden.

Wat de fictieve woonplaats om fiscale redenen betreft laat de Minister opmerken dat men nu reeds de inschrijving weigert in dergelijke gevallen.

Het lid vindt het een goede zaak, dat tegenwoordig strenger opgetreden wordt tegen dergelijke praktijken. Dat doet evenwel geen afbreuk aan zijn fundamenteel bezwaar tegen het principe dat als iemand ergens woont, hij er dan ook moet ingeschreven worden, ook als hij er helemaal niet mag wonen of als de woning zelfs niet aan de meest minimale eisen van bewoonbaarheid of collectieve voorzieningen beantwoordt.

Vermits een aantal van de aspecten waarnaar verwezen wordt tot de bevoegdheden van de Gewesten behoren, moet men aannemen dat die mede zullen kunnen bepalen in welke omstandigheden iemand kan ingeschreven worden in de bevolkingsregisters.

De Minister betwist noch het bestaan, noch de ernst van het fenomeen van de mensen die zich permanent vestigen in weekendzones of in tweede verblijven, en van het probleem van hun inschrijving in de bevolkingsregisters.

De Minister vreest dat het geschetste probleem op korte termijn zal leiden tot het ontstaan van een vorm van sloppenwijken in groene zones, met als gevolg

tion, une marginalisation et des sentiments d'insécurité, qui auraient pour effet d'éloigner les vacanciers bien intentionnés.

Il faut déplorer aussi le manque d'enthousiasme de certaines administrations communales dans la lutte contre cet état de choses.

Dans un certain nombre de communes, un problème commence aussi à se poser au C.P.A.S., étant donné que les nouveaux venus recourent de plus en plus souvent au minimum de moyens d'existence.

Le Ministre reconnaît donc pleinement la gravité du problème, sans, toutefois, partager le point de vue de l'intervenant sur la solution proposée.

On ne résout, en effet, rien en refusant l'inscription des intéressés tout en leur permettant de poursuivre leur habitation. Cela reviendrait à considérer qu'en ignorant volontairement leur présence l'on a résolu le problème.

Le Ministre estime au contraire que le problème ne peut être résolu que si les instances compétentes en la matière et, notamment, les bourgmestres ou les administrations communales, mettent fin à cette situation inadmissible en appliquant les procédures appropriées, c'est-à-dire, en déclarant, par exemple, les logements en question insalubres ou en faisant appliquer les décrets relatifs à l'aménagement du territoire.

Il est évidemment impossible, par contre, de considérer que l'unique compétence du Ministre de l'Intérieur en la matière, qui concerne les registres de la population, peut servir de base légale à la mise en œuvre d'une politique d'aménagement du territoire, d'une politique du logement ou d'une politique sanitaire.

Les registres de la population constituent un instrument qui permet simplement de mettre en évidence la situation de fait et rien d'autre. Si un individu réside en tel ou tel lieu, il y en est fait mention.

Du reste, si nous nous engageons sur la voie proposée, où irions-nous? Le problème revêt bien d'autres aspects que ceux dont il a déjà été question.

Le Ministre souligne également que, si l'on refusait d'inscrire les intéressés à l'adresse où ils habitent effectivement, comme on le propose, l'on compterait des milliers de personnes en plus qui n'auraient plus d'adresse. Où faut-il, par exemple, inscrire les enfants des personnes dont on refuse l'inscription?

Le Ministre ne nie toutefois pas que le décret réglant la question des résidences et des zones de week-end est difficile à appliquer. Qu'entend-on, en effet, par résidence permanente, et comment en prouve-t-on la réalité?

Un commissaire note que le débat est bien sûr intéressant et traite d'un problème sérieux concernant les

verpaupering en marginalisering en een gevoel van onzekerheid, waardoor de bonafide vakantiegangers uiteindelijk wegblijven.

Er moet ook betreurd worden dat sommige gemeentebesturen weinig animo aan de dag gelegd hebben of leggen om een halt toe te roepen aan die gang van zaken.

In een aantal gemeenten rijst ook stilaan een probleem voor het O.C.M.W., omdat die inwijkelingen meer en meer een beroep doen op het bestaansminimum.

Ook al erkent de Minister dus ten volle de ernst van het probleem, dat neemt niet weg dat hij het lid niet kan volgen wat de voorgestelde oplossing betreft.

Men lost immers niets op door de inschrijving van de betrokkenen te weigeren, maar ze er verder te laten wonen. Dat zou erop neerkomen dat men gewoon doet alsof de betrokkenen er niet zijn, en meent dat men daarmee het probleem opgelost heeft.

De Minister denkt daarentegen dat het probleem slechts kan opgelost worden als de ter zake bevoegde instanties, en onder andere de burgemeester of de gemeentebesturen, met toepassing van de geëigende procedures een einde maken aan de onaanvaardbare toestand, bijvoorbeeld door de woning onbewoonbaar te verklaren of de decreten op de ruimtelijke ordening te doen toepassen.

Daarentegen is de enige bevoegdheid van de Minister van Binnenlandse Zaken in deze materie, namelijk de bevolkingsregisters, uiteraard geen geldige basis om een beleid van ruimtelijke ordening, een woonbeleid of een sanitair beleid te voeren.

De bevolkingsregisters zijn een instrument dat bedoeld is voor het vaststellen van de feitelijke toestand, en niets meer. Als iemand ergens verblijft, dan wordt dat geregistreerd.

Trouwens, als men de voorgestelde weg inslaat, waar eindigt men dan? Er zijn nog veel andere aspecten aan het probleem dan die welke reeds vermeld werden.

De Minister wijst er tevens op dat als men, zoals voorgesteld wordt, de inschrijving weigert op het adres waar de mensen daadwerkelijk wonen, men van duizenden mensen adreslozen maakt. Waar moeten dan bijvoorbeeld de kinderen ingeschreven worden van mensen wier inschrijving geweigerd wordt?

De Minister ontkent daarentegen niet dat het decreet dat de materie van de weekendverblijven en -zones regelt moeilijk toepasbaar is. Wat is immers een permanente bewoning, en hoe bewijst men dat?

Een lid laat opmerken dat het debat ongetwijfeld interessant is, en over een ernstig en met de materie

registres de la population, mais qu'il n'a pas sa place dans la discussion en cours pour la simple raison que le Ministre de l'Intérieur n'est pas compétent en la matière.

Un autre membre souligne qu'il n'existe pas de solution toute faite à ce problème. De nombreuses communes ont longtemps refusé l'inscription desdits résidents en arguant du fait que leur permis de bâtir ne valait que pour une résidence secondaire. Elles ont néanmoins dû abandonner cette politique sur les instructions du Ministre de l'Intérieur, selon lesquelles quiconque réside effectivement dans une commune doit y être inscrit.

Déclarer un logement inhabitable n'est pas non plus chose aisée. Il est tout à fait possible qu'un logement qui ne peut pas servir à une occupation permanente n'en convienne pas moins parfaitement à sa destination initiale de résidence secondaire.

Le Ministre répond que les directives s'inspirent de cette même neutralité en la matière.

Lorsque l'on constate qu'une personne réside en permanence en un lieu déterminé et qu'elle n'a plus aucune autre résidence, l'on ne peut pas lui refuser son inscription.

Le faire reviendrait à dire qu'une personne qui habite incontestablement à un endroit donné ne s'y trouve pas ou n'y réside pas en permanence.

Le Ministre précise aussi que, lorsqu'il s'avère que l'occupant d'une résidence secondaire a et conserve une deuxième adresse, l'on considère que c'est l'adresse de sa résidence principale.

L'intervenant, qui a soulevé le problème de l'établissement dans une résidence secondaire, rejette ce qui vient d'être dit. D'ailleurs, si l'on adapte la loi dans le sens qu'il propose, l'on sera bien obligé de l'appliquer.

Il estime, d'ailleurs, que l'on ne peut pas non plus parler de neutralité à l'heure actuelle. Les communes sont, en effet, obligées maintenant d'inscrire des personnes qu'il vaudrait mieux pouvoir éloigner, pour toutes sortes de raisons.

L'intervenant estime par ailleurs qu'il y a incontestablement un lien entre l'habitation — qui est constatée dans les registres de la population — et l'aménagement du territoire. Il souhaite que ce lien soit indiqué dans le texte de la loi, même si les deux compétences en question sont des compétences distinctes.

En ce qui concerne enfin le problème des personnes qui n'ont pas d'adresse, l'intervenant souligne qu'elles créent elles-mêmes le problème en faisant radier leur adresse précédente.

van de bevolgingsregisters verband houdend probleem handelt, maar meent dat het niet in het kader van deze bespreking moet gevoerd worden om de eenvoudige reden dat de Minister van Binnenlandse Zaken terzake niet bevoegd is.

Een ander lid laat opmerken dat een oplossing voor het probleem niet voor de hand ligt. Vele gemeenten weigerden lang de inschrijving op grond van het argument dat de vergunning op basis waarvan de woning opgericht werd enkel gold voor een weekendverblijf. Zij dienden die politiek evenwel te laten varen ingevolge de onderrichtingen van de Minister van Binnenlandse Zaken waarin bepaald werd dat wie ergens daadwerkelijk verbleef er moest ingeschreven worden.

Ook de onbewoonbaarverklaring is geen vanzelfsprekende zaak. Het is best mogelijk dat een woning niet geschikt is voor permanente bewoning, maar wel voor het gebruik waarvoor zij oorspronkelijk bestemd was, namelijk een gebruik als weekend- of vakantieverblijf.

De Minister antwoordt dat de richtlijnen van zijn voorganger uitgingen van dezelfde neutrale opstelling.

Als vastgesteld wordt dat iemand ergens permanent verblijft en geen enkele andere verblijfplaats (meer) heeft, dan kan men niet weigeren hem in te schrijven.

Anders handelen zou erop neerkomen dat men doet alsof iemand die ergens onomstotelijk woont er toch niet is of permanent woont.

De Minister wenst nog te preciseren dat als blijkt dat een bewoner van een weekendverblijf nog een tweede adres heeft dat hij behoudt, ervan wordt uitgegaan dat dit tweede adres zijn hoofdverblijfplaats is.

Het lid dat het probleem van de vestiging in weekendverblijven opwierp kan zich niet met die stelling verzoenen. Trouwens, als de wet aangepast wordt in de zin die hij voorstelt zal zij wel moeten toegepast worden.

Het lid meent trouwens dat de hele gang van zaken nu ook niet zo neutraal is. De gemeenten worden nu verplicht een aantal personen in te schrijven die om allerlei redenen beter zouden geweerd worden.

Verder meent het lid dat er ontegensprekelijk een verband bestaat tussen het wonen, wat vastgesteld wordt in de bevolgingsregisters, en de ruimtelijke ordening. Zijn bedoeling is dat verband in de tekst van de wet aan te geven, ook al gaat het om twee gescheiden bevoegdheden.

Wat tenslotte het probleem van de adreslozen betreft wijst het lid erop dat de betrokkenen het probleem zelf scheppen door zich op hun vorig adres te laten uitschrijven.

Un membre renvoie à l'article 2 du projet et au commentaire de cet article, où sont énumérées les données qui figurent actuellement aux registres de la population, et demande pourquoi l'on a chargé le Roi de régler ce problème au lieu de le régler directement dans la loi même.

L'intervenant fait remarquer, en outre, que, selon le commentaire de l'article 2, le Roi ne disposera pas d'une liberté complète pour déterminer la nature des informations qui seront reprises dans les registres de la population, mais que cette restriction ne se retrouve pas dans le dispositif de la loi.

Un membre estime d'une manière plus générale que le projet dans son ensemble confère des pouvoirs très étendus au Roi. D'autres membres partagent ce point de vue.

Le Ministre fait remarquer qu'en matière de registres de la population, bien des choses sont actuellement laissées à l'appréciation des communes ou sont tout au plus réglées par voie de circulaire ministérielle. Tel est le cas, par exemple, pour les informations à tenir à jour.

La matière sera désormais réglée en partie par la loi et en partie par arrêté royal. Cela permettra déjà d'améliorer la sécurité juridique. D'autre part, le recours à l'arrêté royal est garant de la souplesse nécessaire en raison de l'évolution de l'inventaire des informations à tenir à jour. Il paraît donc être l'instrument indiqué pour concilier les deux objectifs en question.

Le Ministre précise, par ailleurs, que le Roi ne disposera évidemment pas d'un pouvoir illimité. Il songe avant tout, à cet égard, à la protection de la vie privée, qui sera assurée en fonction de la finalité des banques de données.

Il a cependant été jugé préférable, selon le Ministre, de ne pas inscrire explicitement ce principe dans chaque loi et de régler globalement la matière dans un projet spécifique consacré à la protection de la vie privée.

Le préopinant souligne que l'exposé des motifs renvoie également à ce projet, mais que le contenu de celui-ci n'est pas encore connu.

Le Ministre répond que le projet réglemente essentiellement les banques de données automatisées.

Un membre demande si l'article 2, qui règle la communication d'informations à des tiers, est bien compatible avec les dispositions dudit projet.

Il s'étonne, d'autre part, que l'article 2 ne prévoit pas, contrairement à l'article 6, § 5, que la commission consultative instituée par l'article 12 de la loi du 8 août 1983 organisant un registre national des personnes physiques émettra un avis.

Le Ministre répond que le § 5 de l'article 6 traite de la lecture et de la collecte automatisées de données, ce

Een lid verwijst enerzijds naar artikel 2 van het ontwerp en anderzijds naar de toelichting bij dit artikel, waarin de gegevens opgesomd worden die thans reeds voorkomen in de bevolkingsregisters, en vraagt waarom men dat punt niet direct in de wet zelf regelt, in plaats van het aan de Koning over te laten.

Het lid merkt bovendien op dat in de toelichting bij artikel 2 gesteld wordt dat de Koning geen volledige vrijheid zal hebben om de aard te bepalen van de informatie die in de bevolkingsregisters moet worden opgenomen, maar dat men die beperking niet terugvindt in de wet zelf.

Een lid verklaart meer in het algemeen dat het ontwerp in zijn geheel zeer verstrekkende bevoegdheden toekent aan de Koning. Andere leden sluiten zich daarbij aan.

De Minister wijst erop dat wat de materie van de bevolkingsregisters betreft, thans veel overgelaten wordt aan het goedgevoelen van de gemeenten, of hoogstens bij ministeriële omzendbrief geregeld wordt. Dat laatste is bijvoorbeeld het geval voor de bij te houden gegevens.

De materie zal voortaan deels bij wet geregeld worden, en deels bij koninklijk besluit. Dat biedt toch al een veel grotere rechtszekerheid. Anderzijds is een koninklijk besluit voldoende soepel, rekening houdend met het feit dat de inventaris van de bij te houden gegevens evolueert. Het lijkt dus het aangewezen instrument om beide doelstellingen te verzoenen.

De Minister preciseert anderzijds dat de Koning inderdaad niet over een onbeperkte bevoegdheid beschikt. Daarbij wordt in eerste instantie gedacht aan de bescherming van het privé-leven, waarbij uitgegaan wordt van de finaliteit van de gegevensbanken.

Nochtans leek het volgens de Minister beter dit principe niet in elke wet afzonderlijk in te schrijven en de materie globaal te regelen in een specifiek ontwerp op de bescherming van de persoonlijke levenssfeer.

Het lid wijst erop dat ook in de memorie van toelichting naar dit ontwerp verwezen wordt, maar dat de inhoud ervan nog niet gekend is.

De Minister antwoordt dat het in essentie de geautomatiseerde gegevensbestanden regelt.

Een lid vraagt of artikel 2, dat de mededeling van gegevens aan derden regelt, wel in overeenstemming is met de bepalingen van het betrokken ontwerp.

Anderzijds verbaast het hem dat artikel 2, anders dan artikel 6, § 5, niet voorziet in een advies van de raadgevende commissie ingesteld door artikel 12 van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een rijksregister van de natuurlijke personen.

De Minister antwoordt dat § 5 van artikel 6 handelt over het geautomatiseerd lezen en vergaren van

qui va beaucoup plus loin que ce qui est visé au deuxième alinéa de l'article 2. C'est ce qui explique que l'on ait jugé souhaitable de prendre l'avis de la commission intéressée en ce qui concerne la première disposition.

La disposition du deuxième alinéa de l'article 2 vise à rendre encore utilisables à l'avenir, par les institutions caritatives et scientifiques, les mentions des registres de la population.

Il s'agit, évidemment, d'une utilisation impropre qui ne correspond pas à la finalité des registres de la population.

Actuellement, les communes agissent un peu comme bon leur semble en la matière.

Un membre fait remarquer que c'est la même instance qui détermine les données à tenir à jour et la manière dont elles doivent être protégées. Ne serait-il pas préférable qu'il s'agisse d'instances différentes ?

Le Ministre répond que ces deux missions incombent effectivement à la même instance, c'est-à-dire au Roi.

Concernant les informations à tenir à jour, un membre évoque la possibilité pour tout un chacun de faire acter dans les registres de la population les dernières volontés quant au mode de sépulture. Il semblerait, toutefois, que le système ne présente pas toutes les garanties pour les personnes qui décèdent en dehors de leur propre commune.

Plusieurs membres font des remarques au sujet de la terminologie employée à l'article 3. Qu'entend-on exactement par l'expression « où le ménage se réunit habituellement » ? Quelles sont, par ailleurs, les situations que couvre le terme « ménage » ? Vise-t-on uniquement les couples mariés ou tous les couples cohabitant de quelque manière que ce soit ?

Le Ministre déclare que l'expression « où le ménage se réunit » est empruntée à la jurisprudence du Conseil d'Etat telle qu'elle s'est développée depuis une dizaine d'années. Elle vise tous les couples qui cohabitent effectivement, de quelque manière que ce soit, et le lieu où les couples légaux ou de fait habitent ou cohabitent effectivement en ménage.

Le Ministre signale qu'il est parfois nécessaire d'organiser une enquête poussée pour déterminer le lieu où se déroule la vie familiale et où les gens passent leurs soirées et leurs nuits.

Le critère utilisé est donc celui de la vie familiale, et non pas celui de la vie sociale ou professionnelle. Pour ce qui est des indices, la jurisprudence a également développé une série de critères constants.

Un membre fait remarquer que l'on se réfère apparemment à des critères différents suivant que l'on a affaire à une personne isolée ou à un ménage.

gegevens, wat veel verder gaat dan wat geregeld wordt in het tweede lid van artikel 2, zodat voor het eerste het inwinnen van het advies van de betrokken commissie wenselijk geacht werd.

De bepaling van het tweede lid van artikel 2 is bedoeld om het gebruik van de gegevens van de bevolkingsregisters door caritatieve en wetenschappelijke instellingen in de toekomst nog mogelijk te maken.

Het gaat immers om een gebruik dat in feite niet beantwoordt aan de finaliteit van de bevolkingsregisters.

Op dit ogenblik handelen de gemeenten ter zake zowat naar eigen goeddunken.

Een lid wijst erop dat het dezelfde instantie is die bepaalt welke gegevens bijgehouden worden, en hoe zij beschermd worden. Zou het niet beter zijn dat het om twee verschillende instanties gaat ?

De Minister antwoordt dat beide opdrachten inderdaad berusten bij dezelfde instantie, namelijk de Koning.

Wat de gegevens betreft die bijgehouden moeten worden verwijst een lid naar de mogelijkheid de laatste wilsbeschikking inzake de wijze van lijkbezorging te laten acteren in de bevolkingsregisters. Het zou evenwel blijken dat de regeling niet volledig waterdicht is wanneer men niet in zijn eigen gemeente overlijdt.

Meerdere leden hebben opmerkingen bij de terminologie die gebruikt wordt in artikel 3. Wat wordt precies bedoeld met de termen « het gezin zich gewoonlijk verenigt » ? Welke situaties beoogt men anderzijds met de term « gezin : » alleen de gehuwden, of ook allerlei vormen van samenwonen ?

De Minister verklaart dat de termen « gezin zich verenigt » geput zijn uit de rechtspraak van de Raad van State zoals die zich sedert een tiental jaren ontwikkelde. Bedoeld wordt al wie effectief samenwoont, onder welke vorm ook, en de plaats waar dat wettelijk of feitelijk gezin effectief woont of samenleeft als gezin.

De Minister geeft aan dat soms doorgedreven onderzoek nodig is om na te gaan waar het gezinsleven zich afspeelt, en waar men de avond en de nacht doorbrengt.

Het criterium is dus het gezinsleven, niet het sociale of professionele leven. Ook inzake de indicatoren ontwikkelde de rechtspraak een aantal vaste criteria.

Een lid merkt op dat het criterium blijkbaar verschilt al naargelang het om een alleenstaande of een gezin gaat.

Le Ministre répond que les critères utilisés ont toujours la même portée, mais qu'un isolé ne constitue évidemment pas un couple. Il y a donc une distinction à opérer qui est faite aussi par le Conseil d'Etat.

Le commissaire demande s'il ne vaudrait pas mieux utiliser simplement les mots « vivre » et « cohabiter ». Le Ministre note qu'en faisant cela, l'on s'écarterait de l'usage très clair de la langue, tel qu'il a été établi par le Conseil d'Etat, lequel insiste sur l'action de « se réunir », et il craint que cela n'amène à penser que la loi a été modifiée.

Un membre déclare que la réponse du Ministre ne dissipe en rien ses objections à l'encontre de l'utilisation du verbe « se réunir ». Il y a, par exemple, des ménages qui ne « se réunissent » au complet qu'au cours du week-end, dans une résidence secondaire, tandis qu'en semaine, chacun de ses membres part de son propre côté. Il se peut, par exemple, que les enfants vivent, en semaine, dans une chambre d'étudiant.

Un autre membre estime qu'il n'est nullement évident que les termes « vivre » et « se réunir » ont la même portée. Comme une inscription a beaucoup d'implications, il faut absolument préciser ce qui est visé.

Ce problème se posera également au cours de la discussion des articles.

Un membre déclare que l'expérience apprend que beaucoup de gens désignent une résidence fictive pour ne pas devoir payer les décimes additionnels à l'impôt des personnes physiques dans la commune où ils habitent réellement, et que les controverses à ce sujet peuvent même donner lieu à une procédure devant le Conseil d'Etat, qui ne donne pas toujours aison aux communes.

La domiciliation fictive est une pratique répréhensible selon le commissaire. En effet, ceux qui y recourent continuent à faire appel aux services de la commune où ils habitent réellement.

Le commissaire demande si l'on ne pourrait pas simplifier la procédure applicable en cas de contestation, de manière que l'on puisse rétablir plus rapidement la légalité.

Dans le prolongement de cette intervention, un membre demande s'il existe une définition légale de la notion de résidence principale et un autre si la loi indique les critères à prendre en considération pour déterminer la résidence principale réelle d'une personne.

Le Ministre répond que l'article 3 du projet donne pour la première fois une définition légale de la notion de « résidence principale ». Pour le reste, il fait référence à la vaste jurisprudence du Conseil d'Etat en la matière et aux critères dont il s'y sert.

En ce qui concerne le problème des inscriptions fictives et celui de l'annulation de décisions en la matière

De Minister antwoordt dat de draagwijdte dezelfde is, maar dat alleen een alleenstaande zich niet kan verenigen. Dit onderscheid wordt ook gemaakt door de Raad van State.

Het lid vraagt of het dan niet beter zou zijn gewoon van leven en van samenleven te spreken, maar de Minister wijst erop dat men dan afwijkt van het gevestigde en toch zeer duidelijke taalgebruik van de Raad van State, met de nadruk op verenigen, en vreest dat het gevaar bestaat dat men er een wetswijziging zal uit afleiden.

Een lid verklaart dat het antwoord van de Minister zijn bezwaren tegen de term « verenigen » niet wegneemt. Sommige gezinnen « verenigen » zich bijvoorbeeld slechts ten volle tijdens het weekend, in een buitenverblijf, terwijl tijdens de week iedereen zijn eigen weg gaat, zoals bijvoorbeeld de kinderen die tijdens de week kotstudent zijn.

Een ander lid is de mening toegedaan dat het geenszins evident is dat « leven » en « verenigen » dezelfde draagwijdte hebben. Gelet op de implicaties van een inschrijving moet men te allen prijze duidelijkheid hebben over wat precies bedoeld wordt.

Dit probleem komt opnieuw aan bod tijdens de artikelsgewijze bespreking.

Een lid verklaart dat de ervaring aantoonde dat veel mensen een fictieve woonplaats hebben om te ontsnappen aan de aanvullende personenbelasting van de gemeente waar zij echt wonen, en dat betwistingen daaromtrent zelfs kunnen uitmonden in een procedure voor de Raad van State, waar de gemeenten niet altijd het gelijk aan hun kant krijgen.

Het lid vindt de praktijk van fictieve domiciliëring verwerpelijk. De betrokkenen blijven immers verder aanspraak maken op de dienstverlening van de gemeente van hun werkelijke woonplaats.

Het lid vraagt of in geval van betwisting, de procedure niet vereenvoudigd kan worden, zodat de wettelijkheid sneller hersteld kan worden.

Daarbij aansluitend vraagt een lid of er een wettelijke definitie bestaat van het begrip hoofdverblijfplaats, en een ander lid vraagt of de wet de criteria aangeeft om te bepalen waar iemand zijn werkelijke hoofdverblijfplaats heeft.

De Minister antwoordt dat het ontwerp in artikel 3 voor het eerst een wettelijke definitie geeft van het begrip hoofdverblijfplaats. Verder verwijst hij naar de omvangrijke rechtspraak van de Raad van State in deze materie, en naar de daarin gehanteerde criteria.

Wat het probleem betreft van de fictieve inschrijvingen en de vernietiging van beslissingen ter zake

par le Conseil d'Etat, il fait remarquer que de nombreuses décisions ont été annulées dans le passé en raison d'erreurs de procédure de la commune ou du Ministère de l'Intérieur. C'est pourquoi la procédure en cas de difficulté ou de contestation en matière de résidence principale est définie à l'article 8.

Un membre demande si l'on peut déduire du fait qu'une résidence ne répond pas aux critères que doit remplir une résidence principale qu'il s'agit d'une résidence secondaire.

Le Ministre répond qu'une résidence qui n'est pas principale au sens de la loi n'est pas nécessairement une résidence secondaire au sens du règlement d'imposition communal. Il n'existe, en effet, aucune définition légale de la notion de résidence principale. Par conséquent, la réponse à la question du membre dépend exclusivement des dispositions du règlement d'imposition communal.

Par contre, une personne domiciliée dans un lieu déterminé ne pourrait faire admettre qu'il s'agit simplement d'une résidence secondaire.

Un sénateur demande si l'on ne peut pas envisager d'inscrire la notion de « résidence principale » dans la législation et de prévoir la possibilité d'une inscription à l'adresse de la résidence secondaire. Force est, en effet, de constater que de plus en plus de gens ont une résidence secondaire.

Le Ministre fait remarquer que l'on ne peut avoir qu'une seule résidence principale et qu'il faut absolument combattre la pratique de l'inscription à l'adresse d'une résidence secondaire qui engendre toutes sortes d'abus, par exemple, en matière fiscale, en matière de bourses d'études, en matière de moyens d'existence, etc.

Un membre demande si, dans l'état actuel des choses, les communes peuvent déjà refuser d'inscrire ou de radier quelqu'un.

Le Ministre répond affirmativement. Les inscriptions aux registres de la population donnent lieu, chaque année, à un bon millier de réclamations.

En cas de contestation, ou lorsque certains éléments — même une réclamation anonyme — donnent à penser qu'il peut y avoir une irrégularité, il faut que les choses soient examinées. La loi impose, en effet, une bonne tenue à jour des registres de la population.

En ce qui concerne la détermination du domicile, un membre constate que l'on envisage d'inscrire les principes en vigueur dans la loi. Or, les principes évoluent et continueront à évoluer.

Le Ministre estime qu'un arrêté royal présente la souplesse nécessaire pour que l'on puisse tenir compte de cette évolution.

door de Raad van State laat hij opmerken dat in het verleden veel beslissingen vernietigd werden omdat de gemeente of het Ministerie van Binnenlandse Zaken procedurefouten gemaakt hadden. Het is om die reden dat artikel 8 de procedure regelt in geval van moeilijkheden of betwistingen in verband met het hoofdverblijf.

Een lid vraagt of uit het feit dat een verblijf niet beantwoordt aan de criteria voor een hoofdverblijfplaats kan afgeleid worden dat men te maken heeft met een tweede verblijfplaats.

De Minister antwoordt dat het niet is omdat een verblijf geen hoofdverblijf is in de zin van de wet dat het daarom een tweede verblijf is in de zin van het gemeentelijk belastingreglement. De term is immers nergens wettelijk gedefinieerd. Het antwoord op de vraag hangt dus uitsluitend af van de bepalingen van het gemeentelijk belastingreglement.

Daarentegen zou iemand die ergens gedomiciëerd is niet kunnen staande houden dat hij er slechts een tweede verblijf betreft.

Een senator vraagt of niet kan overwogen worden ook het begrip « tweede verblijf » op te nemen in de wetgeving, en te voorzien in een inschrijving op het adres van het tweede verblijf. Meer en meer mensen hebben immers een tweede verblijf.

De Minister laat opmerken dat men slechts één hoofdverblijfplaats kan hebben, en dat een inschrijving op het adres van een tweede verblijfplaats te allen prijze moet bestreden worden omdat het aanleiding geeft tot allerlei misbruiken inzake fiscaliteit, studiebeurzen, bestaansminimum, enz.

Een lid vraagt of de gemeenten in de huidige stand van zaken al kunnen weigeren iemand in te schrijven of te schrappen.

De Minister antwoordt dat de gemeenten nu al de inschrijving of de schrapping kunnen weigeren. De inschrijving in de bevolkingsregisters geeft jaarlijks aanleiding tot een duizendtal klachten.

In geval van betwisting, of van zodra er aanwijzingen zijn dat iets niet klopt, zelfs na een anonieme klacht, moet de zaak onderzocht worden. De wet gebiedt immers dat de bevolkingsregisters correct bijgehouden worden.

Wat het bepalen van de woonplaats betreft stelt een lid vast dat ervan wordt uitgegaan dat de principes die nu gelden in de wet ingeschreven worden. Die principes, evolueren echter, en kunnen in de toekomst verder evolueren.

De Minister meent dat een koninklijk besluit de nodige soepelheid biedt om die evolutie op te vangen.

Un membre, estime, à première vue, qu'il faudrait supprimer le second alinéa de l'article 3, selon lequel le Roi fixe les règles complémentaires permettant de déterminer la résidence principale.

Le Ministre répond qu'en rédigeant cette disposition l'on a pensé, notamment, au cas des étudiants. Il rappelle que ce point était réglé jadis par la voie de circulaires.

En ce qui concerne la situation des étudiants, référence est faite à la discussion de l'article 3.

Un membre attire l'attention sur les problèmes qui se posent à Bruxelles en ce qui concerne les fonctionnaires des institutions européennes, qui doivent être inscrits dans les registres de la population.

On n'arrive, toutefois, pas à faire respecter une certaine discipline. La plupart de ces fonctionnaires s'inscrivent officiellement au siège des Communautés européennes, si bien que les communes mêmes où ils sont le plus concentrés ignorent leur nombre, pour ne pas parler de leur identité.

Le commissaire souligne que cette situation n'est pas sans conséquences. Les fonctionnaires en question ne sont pas pris en compte pour la répartition du fonds des communes, ce qui constitue une première cause de pertes pour les communes. Quant aux anciens habitants de celles-ci, ils doivent les quitter en masse, parce qu'elles deviennent trop chères.

Le Ministre répond qu'un protocole conclu avec les Communautés européennes règle cette matière et que, selon ses informations, ce protocole est respecté. Le département reçoit régulièrement les listes des fonctionnaires des Communautés européennes et il transmet celles-ci aux communes.

Le Ministre fait encore observer que, jusqu'ici, on ne lui a jamais signalé de problème à ce sujet. S'il y a des difficultés, il faut que les bourgmestres les lui signalent de manière qu'il puisse examiner les choses et intervenir si nécessaire.

Le Ministre souligne que l'on subit en fait maintenant les conséquences de ce que l'on a voulu à tout prix et que l'on veut toujours. La présence d'une masse de fonctionnaires européens cause des problèmes, parce qu'ils ont droit et recourent aux mêmes services que les autres habitants, sans, toutefois, verser aucune contribution financière.

Un membre fait observer qu'il existe également des problèmes spécifiques en ce qui concerne certaines catégories de personnes, comme les forains, les bateliers, les personnes habitant sur des bateaux. Un autre membre signale qu'il arrive que des fermes soient transformées en plusieurs habitations.

Le Ministre répond que les deux premières catégories ont une adresse de référence. Les habitants de bateaux sont généralement inscrits au quai. Ils sont

Een lid verklaart op het eerste gezicht voorstander te zijn van de schrapping van het tweede lid van artikel 3, dat bepaalt dat de Koning de aanvullende regels vaststelt voor het bepalen van het hoofdverblijf.

De Minister antwoordt dat bij die bepaling onder meer gedacht werd aan de studenten. Hij herinnert eraan dat dit punt vroeger bij circulaire geregeld werd.

Wat de situatie van de studenten betreft wordt verwezen naar de bespreking van artikel 3.

Een lid wijst op de problemen die in Brussel rijzen met de ambtenaren van de Europese instellingen, die moeten vermeld worden in de bevolkingsregisters.

Men slaagt er evenwel niet in een zekere discipline te handhaven. De meesten laten zich officieel inschrijven op de zetel van de Europese Gemeenschappen, en de gemeenten waar hun concentratie het hoogst is, weten niet eens met hoeveel zij op hun grondgebied verblijven, om van hun identiteit nog te zwijgen.

Het lid wijst op de gevolgen van die gang van zaken. De betrokkenen kunnen niet meetellen voor de verdeling van het gemeentefonds, wat voor de gemeenten een eerste verliespost betekent, en de eigen inwoners moeten massaal uitwijken omdat de gemeente te duur wordt.

De Minister antwoordt dat de materie geregeld wordt door een protocol met de Europese Gemeenschappen, en dat dit protocol bij zijn weten nageleefd wordt. Het departement ontvangt regelmatig de lijsten van de ambtenaren van de Europese Gemeenschappen, en maakt die over aan de gemeenten.

De Minister laat nog opmerken dat hem tot nu toe nooit gemeld werd dat er een probleem zou zijn. Als er moeilijkheden zijn moeten de burgemeesters hem dat melden, zodat hij de zaak kan onderzoeken en zondig kan optreden.

De Minister wijst erop dat men in feite nu de gevolgen draagt van iets wat men te allen prijze gewild heeft en nog steeds nastreeft. De massale aanwezigheid van ambtenaren van Europese instellingen leidt tot problemen omdat zij aanspraak kunnen maken en ook maken op dezelfde dienstverlening als de andere inwoners zonder evenwel financieel bij te dragen.

Een lid wijst erop dat er ook specifieke problemen rijzen voor een aantal categorieën van personen, zoals de foorkramers, de binnenschippers, de bewoners van woonboten, enz. Een ander lid wijst op de omvorming van hoeven in meerdere woongelegenheden.

De Minister antwoordt dat de eerste twee categorieën een referentieadres hebben. Bewoners van woonboten worden meestal ingeschreven op de kade.

parfois refoulés, mais, lorsqu'ils le sont, c'est généralement pour des raisons particulières concernant, par exemple, la navigation. En ce qui concerne le dernier problème, il fait remarquer que rien ne lui permet de fixer le nombre de ménages pouvant occuper un logement.

Finalement, en réponse à une question d'un membre, le Ministre déclare, à propos des militaires belges en Allemagne, qu'à la demande du Ministère de la Défense nationale ainsi que pour des raisons fiscales et électorales, les militaires belges casernés en Allemagne et leur ménage sont considérés comme temporairement absents de Belgique et restent inscrits dans les registres de population de la commune où ils résidaient avant leur départ.

L'adresse en Belgique mentionnée est le plus souvent une adresse de référence, soit celle d'un membre de leur famille. Dans certains cas, si le militaire ne peut communiquer une telle adresse de référence en Belgique, il est inscrit sans adresse dans la commune précitée avec mention dans les registres de population de l'adresse temporaire en Allemagne où il peut être touché.

Un certain nombre de problèmes se posent actuellement pour ces personnes :

— Les militaires en Allemagne sont susceptibles de changer de garnison. La commune connaît généralement la première garnison mais n'est pas informée des changements. Sur demande de la Chambre des huissiers de justice, une procédure de recherche via le Ministère de la Défense nationale a été proposée à mon collègue de la Justice.

— Un nombre relativement important de militaires ont épousé des femmes de nationalité allemande. Le Ministère de la Justice refuse l'inscription de ces épouses en Belgique pour le motif qu'elles n'y ont jamais résidé. Le ménage inscrit en Belgique ne comprend dès lors que le militaire et, le cas échéant, ses enfants. Le problème a souvent été posé au Ministre de la Justice qui, jusqu'à présent, n'a pas apporté de solution.

— Certains militaires qui n'envisagent plus de rentrer en Belgique sollicitent leur radiation des registres de population pour s'établir en Allemagne. Conformément à ce qui a été dit plus haut, cette demande n'est pas accueillie. Le problème posé et qui est à l'examen est celui de la liberté de l'individu de fixer sa résidence là où il réside effectivement.

Un membre demande si les enquêtes poussées que l'on mène à propos du domicile, surtout en cas de contestations, sont encore conciliables avec le respect de la vie privée et de la liberté.

Le Ministre souligne l'importance des dispositions relatives à la résidence principale, compte tenu des

Soms worden zij verdreven, maar dan meestal om andere redenen, bijvoorbeeld om redenen die verband houden met de scheepvaart. Wat het laatste probleem betreft merkt hij op dat niets hem het recht geeft te bepalen met hoeveel gezinnen men een woning mag betrekken.

Op de vraag van een commissielid geeft de Minister tot slot het volgende antwoord in verband met de Belgische militairen in Duitsland: op verzoek van het Ministerie van Landsverdediging alsook om fiscale redenen en met het oog op de verkiezingen worden de in Duitsland gekazerneerde Belgische militairen en hun gezin geacht zich tijdelijk buiten 's lands grondgebied te bevinden. Zij blijven evenwel ingeschreven in de bevolkingsregisters van de gemeente waar zij vóór hun vertrek verbleven.

Het vermelde adres in België is in de meeste gevallen een referentieadres of het adres van een familielid. Kan de militair een dergelijk referentieadres in België niet opgeven, dan wordt hij in de bevolkingsregisters van de gemeente ingeschreven zonder adres in België doch met het tijdelijk adres in Duitsland waar men hem kan bereiken.

Met die personen rijzen er op dit ogenblik een aantal moeilijkheden:

— Militairen in Duitsland kunnen naar een ander garnizoen overgaan. In de regel kennen de gemeentediensten het eerste garnizoen, doch zij worden niet meer op de hoogte gehouden van latere veranderingen. Op verzoek van de Kamer van gerechtsdeurwaarders is aan de Minister van Justitie voorgesteld een volprocedure via het Ministerie van Landsverdediging in te voeren.

— Een vrij groot aantal militairen is getrouwd met Duitse vrouwen. Het Ministerie van Justitie weigert die echtgenotes in België in te schrijven omdat zij daar nooit hebben verbleven. Het in België ingeschreven gezin telt bijgevolg alleen de militair en, in voorkomend geval, zijn kinderen. Men heeft dat probleem reeds vaak voorgelegd aan de Minister van Justitie die tot op de dag van vandaag nog geen oplossing heeft uitgewerkt.

— Sommige militairen wensen niet meer terug te keren naar België en vragen geschrapt te worden uit de bevolkingsregisters om zich in Duitsland te vestigen. Zoals hierboven werd uiteengezet, gaat men op dat verzoek niet in. Het probleem, dat nog in onderzoek is, gaat over de vrijheid van de persoon om zijn verblijfplaats te vestigen op die plaats waar hij ook werkelijk verblijft.

Een lid vraagt of de doorgedreven onderzoeken in verband met de woonplaats, vooral bij betwistingen, nog te verzoenen zijn met de privacy en de vrijheid.

De Minister wijst op het belang van de bepaling van de hoofdverblijfplaats, gelet op de juridische

conséquences juridiques d'une inscription aux registres de population. Il fait toutefois remarquer que, sauf en cas d'anomalie manifeste, l'inscription aux registres de population ne donne lieu à une enquête qu'en cas de contestation ou de plainte, par exemple à l'occasion des élections communales ou d'une demande d'aide financière au C.P.A.S.

De plus, l'article 8 prévoit la procédure à suivre en cas de contestation, ce qui n'est pas sans importance pour le respect de la vie privée.

En ce qui concerne le règlement des différends, un membre demande si le deuxième alinéa du § 1^{er} de l'article 8 modifie en quoi que ce soit la situation existante.

Le Ministre répond que tous les différends continueront à être réglés par le directeur général du Service de la législation et des institutions nationales, précisément pour éviter la politisation de l'affaire.

Un membre observe que l'article 5 dispose que les communes pourront prendre des règlements concernant les déclarations de changement ou d'établissement de résidence principale. L'intervenant craint que cette disposition n'aboutisse à des différences entre les communes dans une matière pourtant fort importante.

Le Ministre réplique qu'il s'agit d'une disposition qui figure déjà dans la législation actuelle.

Un sénateur s'étonne de ce que des mentions en langue anglaise figureront désormais sur les cartes d'identité.

Le Ministre répond qu'il en est déjà ainsi actuellement. A cet égard, le projet ne modifie en rien la législation existante.

Un membre demande si le seul but de cet article n'est pas en fait de couvrir l'éventuelle illégalité, pour cause d'infraction aux lois linguistiques, des nouvelles cartes d'identité délivrées jusqu'ici.

L'Etat belge risque du reste une condamnation judiciaire sur ce problème, avec toutes les conséquences que cela implique.

L'auteur estime toutefois que l'article 6 du projet, en particulier le § 2, soulève un problème plus fondamental.

Pourquoi n'applique-t-on pas, comme en Suisse, pour la langue de la carte d'identité, le principe de la territorialité en vertu duquel l'individu s'adapte à la région et au groupe où il s'établit, règle qui est d'ailleurs déjà acquise en grande partie.

Telle qu'elle est conçue actuellement, la réglementation entraîne à coup sûr des pressions sociales:

Quiconque s'établit dans une commune de la frontière linguistique doit s'adapter à la langue de la région linguistique à laquelle appartient cette commune.

gevolgen van een inschrijving in de bevolkingsregisters. Hij merkt evenwel op dat behoudens in geval van manifeste anomalie, de inschrijving in de bevolkingsregisters geen aanleiding geeft tot enig onderzoek, tenzij in geval van betwisting of klacht, bijvoorbeeld naar aanleiding van de gemeenteraadsverkiezingen of van een vraag om financiële tussenkomst van het O.C.M.W.

Tevens wordt in artikel 8 voorzien in een procedure voor eventuele betwistingen, wat voor de privacy toch ook niet zonder belang is.

Wat de beslechting van de betwistingen betreft vraagt een lid of het tweede lid van § 1 van artikel 8 iets verandert aan de bestaande toestand.

De Minister antwoordt dat alle betwistingen zoals in het verleden zullen geregeld worden door de Directeur-Generaal van de Dienst Nationale Instellingen en Wetgeving, precies om te vermijden dat de zaak een politiek aspect zou krijgen.

Een lid wijst erop dat artikel 5 bepaalt dat de gemeenten verordeningen zullen kunnen uitvaardigen met betrekking tot de aangiften van verandering of vestiging van hoofdverblijfplaats. Het lid vreest dat die bepaling zal leiden tot verschillen tussen de gemeenten in een nochtans niet-onbelangrijke materie.

De Minister merkt op dat de bestaande regeling overgenomen werd.

Een senator verklaart verbaasd te zijn over het feit dat er voortaan vermeldingen in het Engels zullen voorkomen op de identiteitskaarten.

De Minister antwoordt dat zulks nu al het geval is. Het ontwerp verandert ter zake niets aan de bestaande regeling.

Een lid vraagt of de enige bedoeling van het artikel in feite niet is een mogelijke onwettigheid van de tot nu toe uitgereikte nieuwe identiteitskaarten wegens inbreuk op de taalwetten te dekken.

De Belgische Staat loopt trouwens het risico over dat probleem in rechte in het ongelijk te worden gesteld, met alle gevolgen vandien.

De auteur meent evenwel dat artikel 6 van het ontwerp, en vooral de tweede paragraaf, een fundamenteeler probleem doet rijzen.

Waarom hanteert men voor de taal van de identiteitsregel niet de regel van het Zwitserse territoria-liteitsbeginsel dat de enkeling zich aanpast aan de streek waar en de groep waarin hij zich vestigt, regel die trouwens reeds voor een groot deel verworven is.

De regeling zoals ze nu is leidt zeker tot sociale druk.

Wie zich in een taalgrensgemeente vestigt dient zich aan te passen aan de taal van het taalgebied waarin die gemeente gelegen is.

Cela signifie que la carte d'identité est établie dans la langue de la région, suivie éventuellement, à la demande expresse de l'intéressé, d'une mention dans la seconde langue.

L'intervenant regrette que l'on ne saisisse pas l'occasion pour inscrire ce principe dans la loi. C'est la raison pour laquelle il dépose un amendement à l'article 6.

Le Ministre comprend que la réglementation que confirme l'article 6 en mécontente certains, surtout en raison de l'emploi de quatre langues. Toutefois, dans l'hypothèse où cette réglementation serait déclarée illégale par le Conseil d'Etat, toutes les nouvelles cartes d'identité délivrées jusqu'ici devront être remplacées aux frais du citoyen si l'on ne régularise pas la situation.

Un membre regrette que le Ministre de l'Intérieur de l'époque n'ait pas jugé nécessaire de tenir compte des remarques et avertissements formulés en son temps.

En conclusion de la discussion générale, un membre se réfère à l'article 6, § 4, et attire l'attention sur les difficultés qui se posent régulièrement aux frontières avec les jeunes enfants qui n'ont pas encore de carte d'identité. Eu égard à la mobilité sans cesse accrue, on devrait envisager d'abaisser l'âge où celle-ci devient obligatoire.

Le Ministre approuve cette proposition, même si le problème qui se pose n'est pas tant un problème de carte d'identité. D'autre part, les jeunes enfants peuvent changer très rapidement d'aspect.

III. DISCUSSION DES ARTICLES

Article 1^{er} (article 1^{er} du texte adopté)

Le commissaire qui a abordé, lors de la discussion générale, le problème des résidences secondaires, dépose un amendement libellé comme suit :

« Compléter le second alinéa de cet article par le membre de phrase suivant :

« à condition de respecter les dispositions applicables en matière d'aménagement du territoire et d'urbanisme dans la Région intéressée. »

Justification

Le présent amendement reprend le contenu de la proposition de loi réglant la tenue des registres de population, déposée conjointement par son auteur et par MM. Crucke et Tant (doc. Sénat, 887-1, session de 1989-1990, 13 février 1990).

Pour ce qui est de la préoccupation qui inspire cet amendement, l'auteur de celui-ci se réfère à son intervention en la matière lors de la discussion générale.

Dat betekent dat de identiteitskaart gesteld is in de taal van de streek, eventueel gevolgd, op uitdrukkelijk verzoek van de betrokkenen, door een vermelding in de tweede taal.

Het lid betreurt dat niet van de gelegenheid gebruik gemaakt werd om dat principe in de wet in te schrijven. Dat is de reden waarom hij een amendement indient bij artikel 6.

De Minister beseft dat de regeling die bevestigt wordt in artikel 6 kwaad bloed kan zetten bij sommigen, vooral wat de viertaligheid betreft, maar in de veronderstelling dat die regeling onwettig zou verklaard worden door de Raad van State moeten alle tot nu toe uitgereikte nieuwe identiteitskaarten vervangen worden op kosten van de burger als men de toestand niet regulariseert.

Een lid betreurt dat de toenmalige Minister van Binnenlandse Zaken het destijds niet nodig achtte rekening te houden met de opmerkingen en waarschuwingen die toen geformuleerd werden.

Tot slot van de algemene bespreking verwijst een lid naar artikel 6, § 4, en vestigt de aandacht op de moeilijkheden die herhaaldelijk aan de grenzen rijzen met jongere kinderen die nog geen identiteitskaart hebben. Gelet op de toenemende mobiliteit zou moeten overwogen worden de leeftijd waarop een identiteitskaart vereist is te verlagen.

De Minister kan instemmen met dat voorstel, al is het probleem dat rijst niet zozeer een probleem van identiteitskaart. Anderzijds kunnen jonge kinderen zeer snel van uitzicht veranderen.

III. ARTIKELSGEWIJZE BESPREKING

Artikel 1 (artikel 1 van de aangenomen tekst)

Het lid dat tijdens de algemene bespreking het probleem aansneet van de weekendverblijven dient een amendement in, luidende :

« Het tweede lid van dit artikel aan te vullen als volgt :

« ... onder de voorwaarde de bepalingen inzake de ruimtelijke en stedenbouw in het betrokken Gewest na te leven. »

Verantwoording

Dit amendement herneemt de inhoud van het wetsvoorstel betreffende het houden van de bevolkingsregisters, dat ondergetekende, samen met de heren Cerexhe en Tant neerlegde (stuk 887-1 — zitting 1989-1990, 13 februari 1990).

Voor de bekommernis waardoor dit amendement ingegeven is verwijst de auteur ervan naar zijn tussenkomst ter zake in de algemene bespreking.

Le Ministre renvoie au point de vue qu'il a adopté lors de la discussion générale et demande le rejet de l'amendement.

Il reconnaît l'importance du phénomène et des problèmes que celui-ci provoque.

Cependant, le Ministre de l'Intérieur ne détient pas la clé de la solution. Le département ne peut que constater les faits, à savoir qu'une personne réside dans un certain lieu et y a sa résidence principale.

Il estime contraire à la logique et à la structure fédérales de rendre le législateur national ou le ministre responsable de l'application du décret.

Cela n'empêche pas que le Ministre est disposé à contribuer, dans la mesure du possible, à trouver une solution au problème, en concertation avec les Régions.

Divers membres se reportent au point de vue qu'ils ont défendu lors de la discussion générale. L'un d'eux dit craindre qu'une administration communale ne soit pas toujours effectivement capable, en pratique, d'empêcher une résidence permanente. D'autre part, le bourgmestre, qui peut empêcher une résidence, doit également pouvoir refuser l'inscription.

Le Ministre est d'accord avec le préopinant, à condition que l'on ne se limite pas au dernier point et qu'on tolère, en attendant, le séjour de la personne intéressée. Il est cependant tout à fait conscient que les règles urbanistiques régissant la matière ne sont quasiment pas applicables.

Le préopinant souligne le fait que la demande d'inscription reflète souvent l'intention d'habiter de façon permanente dans un lieu.

Le Ministre déclare formellement que, s'il est prouvé que le bourgmestre ou une autre autorité compétente a introduit une procédure, sur quelque base juridique que ce soit, en vue de faire cesser l'habitation irrégulière, il n'imposera éventuellement l'inscription qu'après la fin du délai normal nécessaire pour faire aboutir cette procédure.

Un membre dépose des amendements à divers articles du projet, soit les articles 1^{er}, 3, 4, 5 et 5bis à 5quater (nouveaux).

Il donne d'abord une justification générale pour l'ensemble de ses amendements :

A quelques exceptions près — à savoir dans des petites communes où l'adaptation se fera sous peu — les registres communaux de population sont entièrement automatisés et reliés au Registre national des personnes physiques.

Le moment est donc propice pour revoir la législation de base sur la tenue des registres de population, législation qui date de 1856, et ce dans la perspective des nouvelles techniques, existant dès à présent pour l'enregistrement des données relatives aux habitants du Royaume.

De Minister verwijst naar het standpunt dat hij innam tijdens de algemene bespreking, en vraagt de verwerping van het amendement.

Hij erkent de ernst van het fenomeen en van de problemen die het doet rijzen.

De Minister van Binnenlandse Zaken heeft de sleutel van de oplossing evenwel niet in handen. Het departement kan enkel de feiten vaststellen, namelijk dat een persoon ergens verblijft en daar zijn hoofdverblijfplaats heeft.

Hij meent dat het indruist tegen de federale logica en structuur de nationale wetgever of Minister te doen instaan voor de naleving van het decreet.

Dat neemt niet weg dat de Minister in de mate van het mogelijke bereid is in samenspraak met de Gewesten bij te dragen tot een oplossing van het probleem.

Diverse leden verwijzen naar het standpunt dat zij vertolkten tijdens de algemene bespreking. Een lid verklaart dat hij vreest dat een gemeentebestuur in de praktijk niet altijd *de facto* in staat is een permanent verblijf te beletten, maar dat anderzijds de burgemeester die een verblijf kan beletten ook de inschrijving moet kunnen weigeren.

De Minister gaat akkoord met het lid, op voorwaarde dat men zich niet beperkt tot dat laatste alleen, en ondertussen de bewoning tolereert. Hij is er zich evenwel ten volle van bewust dat de ter zake geldende stedenbouwkundige regels nauwelijks toepasbaar zijn.

Het lid wijst erop dat de aanvraag tot inschrijving dikwijls het element is dat de intentie tot vaste bewoning doet blijken.

De Minister verklaart formeel dat als aangetoond is dat de burgemeester of een andere bevoegde instantie op welke juridische grond ook een procedure heeft ingeleid om de onregelmatige bewoning te doen eindigen, hij de inschrijving in voorkomend geval slechts zal opleggen na afloop van de normale termijn om die procedure tot een goed einde te brengen.

Een lid dient amendementen in bij meerdere artikelen van het ontwerp, namelijk de artikelen 1, 3, 4, 5 en 5bis tot 5quater (nieuw).

Het lid geeft eerst een algemene verantwoording bij het geheel van zijn amendementen :

Op enkele uitzonderingen na, die alleen maar kleine gemeenten zijn en die binnen zeer afzienbare tijd zullen aangepast worden, zijn de gemeentelijke bevolkingsregisters volledig geautomatiseerd en aangesloten op het Rijksregister der natuurlijke personen.

Het ogenblik is bijgevolg gunstig om de basiswetgeving omtrent het houden van de bevolkingsregisters die dateert van 1856 te herzien in het perspectief van de nieuwe technologieën die nu reeds voorhanden zijn voor het registreren van gegevens betreffende de inwoners van het Koninkrijk.

Toutefois, le projet de loi qui nous est soumis ne répond qu'en partie à cette préoccupation et, qui plus est, maintient un certain nombre d'ambiguïtés qui ont récemment obligé le Gouvernement à désigner un commissaire du gouvernement pour effectuer, dans certaines communes, les inscriptions que la commune refusait d'effectuer elle-même.

En outre, la législation établit une distinction tout à fait fictive entre le registre de population et le registre des étrangers, tous deux devant être tenus par la commune.

Cette distinction est fictive parce que le Ministre de la Justice, compétent en matière d'étrangers, n'a jamais donné une définition matérielle de la notion de registre des étrangers.

Dans la pratique, les communes ne tiennent plus qu'un seul fichier (il ne s'agit même plus d'un registre au sens propre du terme), dans lequel est inscrit chaque habitant, avec les caractéristiques spécifiques prescrites par la loi, les arrêtés et les décisions formelles du conseil communal ou du collège des échevins.

Grâce à l'automatisation de ces fichiers, il est actuellement possible d'établir immédiatement des listes mentionnant les habitants selon la catégorie à laquelle ils appartiennent en fonction de ces caractéristiques.

En ce qui concerne l'objet des registres de population, il n'y a donc plus aucune raison d'établir une distinction matérielle entre les registres de population en tant que tels et les registres des étrangers.

Dans cette perspective, nous déposons l'amendement ci-après à l'article 1^{er}:

« Remplacer cet article par ce qui suit :

« Article 1^{er}. — Dans chaque commune, il est tenu un registre de population où sont enregistrées toutes les personnes qui résident effectivement dans la commune ou qui n'en sont que temporairement absentes.

Les registres de population font foi, jusqu'à preuve du contraire, des informations qu'ils contiennent.

L'enregistrement des informations relatives à l'identité, à la résidence et au statut de la personne n'empêche en soi aucun droit. »

Justification

En général :

Le registre de population de la commune doit être un inventaire exact de toutes les personnes qui y résident et doit, de surcroît, être tenu à jour en permanence afin que le chiffre de la population communale puisse être déterminé avec précision à tout moment.

Het ontwerp van wet dat hiervoor voorgelegd is, beantwoordt evenwel slechts ten dele aan deze betrachting en het houdt bovendien een aantal dubbelzinnigheden in stand die de Regering recentelijk nog genoopt hebben een regeringscommissaris aan te stellen om in bepaalde gemeenten de inschrijvingen te verrichten die de gemeente zelf weigerde uit te voeren.

Er wordt in de wetgeving bovendien nog een volkomen fictief onderscheid gemaakt tussen het bevolkingsregister en het vreemdelingenregister, beide door de gemeenten te houden.

Dit onderscheid is fictief omdat het Ministerie van Justitie, bevoegd voor vreemdelingenzaken, nooit een materiële bepaling heeft gegeven van het begrip vreemdelingenregister.

In de praktijk wordt in feite nog één enkel bestand (zelfs geen register meer in de letterlijke betekenis van dit woord) door de gemeenten bijgehouden waarin elke inwoner wordt opgenomen met de specifieke kenmerken welke krachtens de wet, de besluiten en de formele beslissingen van de gemeenteraad of het schepencollege zijn voorgescreven.

Dank zij de automatisering van die bestanden is het nu mogelijk onmiddellijk lijsten op te stellen van de inwoners per categorie waartoe zij, blijkens die kenmerken, behoren.

Er is dus, wat de doelstellingen van de bevolkingsregisters betreft, geen enkele reden om nog een materieel onderscheid te maken tussen de bevolkingsregisters als dusdanig en de vreemdelingenregisters.

In dat perspectief wordt bij artikel 1 volgend amendement ingediend:

« Dit artikel te vervangen als volgt :

« Artikel 1. — In elke gemeente wordt een bevolkingsregister gehouden waarin al de personen worden geregistreerd die in de gemeente verblijven of die er slechts tijdelijk afwezig zijn.

De bevolkingsregisters gelden als bewijs voor de gegevens die erin zijn opgenomen tenzij het tegenbewijs wordt geleverd.

De registratie van de gegevens betreffende de identiteit, het verblijf en het statuut van de personen verleent als dusdanig geen enkel recht. »

Verantwoording

Algemeen :

Het gemeentelijk bevolkingsregister moet een exacte inventaris zijn van al de personen die in de gemeente wonen en die bovendien permanent moet bijgehouden worden zodat het gemeentelijk bevolkingscijfer op elk ogenblik exact kan bepaald worden.

Sauf exceptions en vertu de traités internationaux ou de la loi, aucune distinction ne peut être faite selon la nationalité des personnes, la qualité ou le statut urbanistique, ou de droit administratif ou civil de leur logement.

Il ne peut être dérogé à ce principe fondamental, dans l'intérêt de l'administration et dans celui des citoyens.

Dans l'intérêt de l'administration, il faut en tout cas éviter que des personnes échappent à toute forme d'enregistrement ou soient enregistrées par plus d'une commune. Cela ne peut que donner lieu à des difficultés et des litiges concernant l'exercice de droits et devoirs administratifs ou civils dans telle ou telle commune.

Si ce principe n'est pas maintenu, il ne sera en outre pas possible de déterminer le chiffre de population avec la précision nécessaire.

Enfin, si ce principe n'est pas maintenu, les techniques actuelles d'enregistrement et de communication ne pourront pas être utilisées de manière optimale.

Il est de l'intérêt du citoyen de pouvoir faire valoir son droit à l'inscription dans la commune où il réside effectivement, et ce, en conformité avec les dispositions de la Convention européenne des droits de l'homme qui s'y rapportent.

Dans le cas contraire, il pourrait se trouver dans l'impossibilité d'exercer ses droits civils et politiques et de respecter ses obligations.

Plus particulièrement :

A. Personnes qui doivent être enregistrées

Plus aucune distinction n'est faite entre le registre de population et le registre des étrangers, et ce, pour les raisons suivantes :

1° A aucun moment, le Ministère de la Justice n'a donné de définition matérielle du registre dit « des étrangers », lequel n'existe donc pas matériellement.

En fait, les étrangers qui, en vertu de la législation sur l'accès et le séjour sur le territoire, ne peuvent pas être « inscrits » au registre de population, y figurent quand même, avec, bien entendu, la mention qu'ils ne sont pas autorisés à s'établir dans le Royaume.

2° Les étrangers qui sont autorisés ou non à s'établir dans le Royaume ou qui sont ou non admis à y séjourner font en fait partie de la population de la commune dans laquelle ils habitent :

Behoudens voor diegenen voor wie krachtens internationale verdragen of krachtens de wet uitzonderingen worden gemaakt, mag hierbij geen onderscheid worden gemaakt al naargelang van de nationaliteit van de personen, noch al naargelang van de kwaliteit, het stedenbouwkundig of ander administratiefrechtelijk of burgerrechtelijk statuut van hun onderkomen.

In het belang van de administratie en in het belang van de burgers mag van dit basisbeginsel niet afgeweken worden.

In het belang van de administratie moet alleszins vermeden worden dat personen aan elke vorm van registratie ontsnappen of door méér dan één gemeente geregistreerd zouden worden. Zulks kan alleen maar aanleiding geven tot moeilijkheden en betwistingen omtrent het al dan niet uitoefenen van administratieve of burgerlijke rechten en verplichtingen in deze of in gene gemeente.

Indien dit beginsel niet gehandhaafd wordt zal het bovendien niet mogelijk zijn het bevolkingscijfer met de nodige nauwkeurigheid te bepalen.

Tenslotte is het zo dat wanneer dit principe niet gehandhaafd blijft de hedendaagse registratie- en communicatietechnieken niet optimaal gebruikt kunnen worden.

Het is in het belang van de burger dat hij zijn recht op inschrijving moet kunnen doen gelden in de gemeente waar hij daadwerkelijk woont en dit in overeenstemming met de desbetreffende bepalingen van het Europees verdrag betreffende de rechten van de mens.

Zoniet zou hij in de onmogelijkheid kunnen komen om zijn burgerlijke en politieke rechten uit te oefenen en zijn verplichtingen na te komen.

Meer in het bijzonder :

A. Personen die moeten geregistreerd worden

Er wordt geen onderscheid meer gemaakt tussen het bevolkingsregister en het vreemdelingenregister en dit om de volgende redenen :

1° Het Ministerie van Justitie heeft op geen enkel ogenblik een materiële bepaling uitgevaardigd van het zogenoemde « vreemdelingenregister » dat, materialiter, dus ook nergens bestaat.

De vreemdelingen die krachtens de wetgeving op de toegang en het verblijf op het grondgebied niet « ingeschreven » mogen worden in het bevolkingsregister, worden er in feite toch in opgenomen met, uiteraard, de vermelding dat zij niet gemachtigd zijn om zich in het Koninkrijk te vestigen.

2° De vreemdelingen die al dan niet gemachtigd zijn om zich in het Rijk te vestigen of wel of geen toelating hebben om er te verblijven maken in feite deel uit van de bevolking van de gemeente waar zij wonen :

— en premier lieu, ils sont inclus dans le recensement visant à déterminer le chiffre de la population en application des dispositions constitutionnelles et légales en la matière;

— ils figurent dans les rôles des contributions;

— ils sont pris en considération en vue de l'établissement des listes des enfants en âge de scolarité;

— ils doivent pouvoir obtenir divers certificats et attestations pour régulariser leur situation ou exercer certains droits;

— ils peuvent, le cas échéant, prétendre à une aide du C.P.A.S., etc.

3° Si l'on veut à l'avenir supprimer le recensement physique exhaustif, qui non seulement est extrêmement complexe et exceptionnellement coûteux, mais en outre n'est assurément pas plus fiable que les registres de population, il est indispensable d'y enregistrer effectivement tous ceux qui résident dans la commune.

B. Remplacement du mot « inscription » par le mot « enregistrement ».

Il va de soi que matériellement parlant, ces deux termes ont la même signification.

Nous optons toutefois pour le terme « enregistrement » pour des raisons d'opportunité. Ces raisons sont les suivantes.

En vertu de la législation relative à l'accès et au séjour sur le territoire belge, pour être « inscrit » au registre de population, un étranger doit être admis par le Ministre de la Justice ou être autorisé par celui-ci à s'établir dans le Royaume.

C'est grâce à cette admission ou autorisation que l'intéressé obtient certains droits, et non par l'« inscription » en tant que telle, qui, en fait, n'est qu'une pure opération matérielle.

Pour éviter que le maintien du terme « inscription » dans la législation relative au registre de population dans un sens quelque peu différent du sens de ce même terme dans la « législation sur les étrangers » ne donne lieu à un malentendu, il est proposé d'utiliser le terme « enregistrement », de sorte qu'il ne soit pas nécessaire d'adapter la législation sur les étrangers sur ce point parallèlement à celle relative au registre de population.

Bien entendu, l'enregistrement généralisé implique l'inscription, au registre de population, des données nécessaires relatives à la situation juridique des intéressés. C'est d'ailleurs déjà le cas actuellement. L'enregistrement en tant que tel de ces données n'octroie en soi aucun droit aux intéressés, et chacun d'entre eux peut toujours contester l'exactitude des données enregistrées.

— zij worden om te beginnen opgenomen in de volkstelling om het bevolkingscijfer te bepalen in toepassing van de grondwettelijke en wettelijke bepalingen op dat stuk;

— zij worden opgenomen in de belastingco-hieren;

— zij worden in aanmerking genomen voor het opmaken van de lijsten van de schoolplichtige kinderen;

— zij moeten allerlei certificaten en getuigschrijften kunnen bekomen om hun toestand te regulariseren of om bepaalde rechten uit te oefenen;

— zij kunnen desgevallend in aanmerking komen voor steun vanwege het O.C.M.W., enz.

3° Wil men in de toekomst de exhaustieve fysieke volkstelling, die niet alleen uitermate omslachtig en buitensporig duur is maar die bovendien zeker niet meer betrouwbaar is dan de bevolkingsregisters, uitschakelen, dan is het onontbeerlijk dat daadwerkelijk al de personen die in de gemeente wonen er ook geregistreerd worden.

B. Vervanging van het woord « inschrijving » door het woord « registratie ».

Materieel gezien hebben deze twee termen uiteraard dezelfde betekenis.

Er wordt evenwel geopteerd voor de term « registratie » om opportuniteitsredenen. Met name de volgende.

Krachtens de wetgeving betreffende de toegang en het verblijf in België moet een vreemdeling om « ingeschreven » te worden in het bevolkingsregister de toelating hebben van de Minister van Justitie of diens machtiging om zich in het Rijk te vestigen.

Het is door die toelating of machtiging dat de betrokkene persoon bepaalde rechten bekomt en niet door de « inschrijving » als dusdanig die in feite niet meer is dan een louter materiële verrichting.

Om te voorkomen dat het behouden van de term « inschrijving » in de wetgeving betreffende het bevolkingsregister met een enigszins andere inhoud dan diezelfde term in de « vreemdelingenwetgeving », aanleiding zou geven tot misverstand wordt voorgesteld de term « registratie » te gebruiken zodat het niet nodig is de vreemdelingenwetgeving op dat stuk tegelijkertijd met die betreffende het bevolkingsregister aan te passen.

De veralgemeende registratie houdt uiteraard in dat in het bevolkingsregister de nodige gegevens worden opgenomen betreffende de rechtstoestand van de betrokken personen, wat overigens ook nu reeds het geval is. De registratie als dusdanig van die gegevens verleent op zichzelf geen rechten aan de betrokken personen en elke belanghebbende kan steeds de juistheid van de geregistreerde gegevens betwisten.

En résumé:

En vertu des dispositions du présent amendement doivent donc être enregistrés au registre de population:

— *Tous les Belges qui résident dans la commune, sauf lorsque cette résidence n'est que temporaire et qu'ils sont enregistrés dans une autre commune belge ou qu'ils résident en fait à l'étranger.*

— *Tous les étrangers qui résident dans la commune*

- *soit définitivement, après y avoir été admis ou autorisés,*

- *soit provisoirement, dans l'attente de cette admission ou autorisation,*

- *soit illégalement.*

En ce qui concerne ces derniers, l'enregistrement au registre de population tient lieu purement et simplement de constatation qu'ils résident dans la commune, sans que cette constatation leur en confère le droit.

L'auteur de l'amendement explique reprendre en fait une proposition émanant de l'Union des villes et communes belges, où il n'est plus question de « résidence principale », mais de « résider ».

Le Ministre reconnaît que l'amendement proposé comprend des points tant positifs que négatifs.

D'une part, il s'alarme à l'idée de renoncer à la notion de résidence principale, puisque de nombreux Belges possèdent plus d'une résidence. En outre, la notion de résidence principale figure dans plusieurs législations et est utilisée, sauf erreur, également dans les décrets. Enfin, une jurisprudence détaillée du Conseil d'Etat existe en la matière.

Par contre, la distinction qui est faite entre inscription et enregistrement semble intéressante, parce que cela permettra peut-être de résoudre les problèmes qui inquiètent l'auteur du premier amendement à l'article 1^{er}. A cet égard, le troisième alinéa paraît intéressant lui aussi.

On remarque que dans l'état de choses actuel, l'inscription entraîne certains droits et devoirs, mais aussi d'autres conséquences, par exemple pour les chiffres de la population, le classement des communes, la répartition des sièges, etc. Si l'on introduit maintenant la notion d'enregistrement, on doit soit maintenir le terme « inscription », soit régler la situation nouvelle sur le plan juridique.

L'auteur de l'amendement observe que l'unique but de celui-ci est que désormais un seul registre ou fichier soit tenu à jour, qui comprenne toutes les personnes résidant dans la commune. La distinction

Samenvatting:

Krachtens de bepalingen van het alternatief voorstel moeten dus in het bevolkingsregister geregistreerd worden:

— *Al de Belgen die in de gemeente verblijven behalve wanneer dat verblijf slechts tijdelijk is en zij geregistreerd zijn in een andere Belgische gemeente of in feite in het buitenland verblijven.*

— *Al de vreemdelingen die in de gemeente verblijven*

- *hetzij definitief nadat zij daartoe de toelating of de machtiging hebben bekomen,*

- *hetzij tijdelijk, in afwachting van die toelating of machtiging,*

- *hetzij illegaal.*

Wat deze laatste betreft geldt de registratie in het bevolkingsregister louter en alleen als vaststelling dat zij in de gemeente verblijven zonder dat die vaststelling hen het recht daartoe verleent.

De auteur van het amendement verklaart dat zijn amendementen in feite een voorstel overnemen van de Vereniging van Belgische Steden en Gemeenten, voorstel waarin geen sprake meer is van « hoofdverblijfplaats », maar van « verblijven ».

De Minister onderkent zowel positieve als negatieve punten in het voorgestelde amendement.

Enerzijds is hij ervoor beducht af te stappen van de begrippen « hoofdverblijf » en « hoofdverblijfplaats ». Nogal wat Belgen hebben immers meer dan één verblijf. Bovendien komt het begrip « hoofdverblijf » in meerdere wetgevingen voor, en wordt het, behoudens vergissing, ook door de decreetgever gehanteerd. Tenslotte bestaat er ter zake ook een uitgebreide jurisprudentie van de Raad van State.

Wel interessant daarentegen lijkt het onderscheid tussen inschrijven en registreren, omdat het misschien een weg biedt om tegemoet te komen aan de problemen waarover de auteur van het eerste amendement bij artikel 1 zich zorgen maakt. Ook het derde lid lijkt in dat opzicht interessant.

Er wordt opgemerkt dat in de huidige stand van zaken aan de inschrijving een aantal rechten en plichten verbonden zijn, maar ook andere gevolgen, zoals inzake bevolkingsaantallen en klassering van gemeenten, zetelverdeling, enz. Als men nu het begrip « registratie » invoert moet men ofwel het begrip « inschrijving » behouden, ofwel de nieuwe toestand juridisch regelen.

De auteur van het amendement merkt op dat het amendement enkel wil bewerkstelligen dat voortaan nog slechts één enkel register of bestand zou bijgehouden worden waarin iedereen opgenomen wordt

entre les étrangers inscrits dans les registres de population et ceux inscrits dans le registre des étrangers, n'aurait donc plus d'existence matérielle.

Le Ministre souligne l'intérêt de l'idée de tenir dorénavant un seul fichier, en principe automatisé. Techniquement, c'est déjà possible actuellement, mais légalement il faut toujours faire la distinction entre les registres de population et ceux des étrangers.

Le Ministre craint cependant qu'en adoptant l'amendement, on ne supprime en réalité le registre des étrangers. Il estime nécessaire de discuter ce problème avec son collègue de la Justice, afin d'examiner de quelle façon (et sans enfreindre la loi) les communes pourront remplir leurs obligations concernant tant les registres de population que ceux des étrangers, en ne tenant qu'un seul fichier automatisé.

Un membre est d'avis qu'il se recommande d'avoir un aperçu des personnes qui résident de façon plus ou moins permanente dans une commune, quelle que soit la nature de cette résidence, même si la distinction entre habiter et résider reste importante.

Estimant que la proposition du Ministre répond à la préoccupation qui était à la base de l'amendement, l'auteur de celui-ci le retire.

Le premier amendement est rejeté par 11 voix contre 2.

L'article 1^{er} est adopté à l'unanimité des 13 membres présents.

Article 2 (article 2 du texte adopté)

A cet article, un membre dépose un amendement libellé comme suit :

« Remplacer cet article par ce qui suit :

« Outre les informations que la loi prescrit expressément d'enregistrer, les registres de population mentionnent les informations relatives à l'identification et à la localisation des habitants ainsi que les informations nécessaires à la liaison avec d'autres fichiers de l'administration communale ou de l'administration centrale.

Dans ces limites, le Roi détermine la nature de ces informations. Il fixe également les règles suivant lesquelles lesdites informations peuvent être communiquées à des tiers. »

Justification

Certains commissaires ont émis l'opinion que l'habilitation donnée au Roi par cet article est beaucoup trop large.

die in de gemeente verblijft. Het onderscheid tussen vreemdelingen die ingeschreven zijn in de bevolkingsregisters en vreemdelingen die ingeschreven zijn in het vreemdelingenregister, zou materieel vervallen.

De Minister wijst op het belang van het idee dat voortaan nog slechts één, in principe geautomatiseerd, bestand zou moeten bijgehouden worden. Dat is nu technisch al mogelijk, maar wettelijk moet er nog steeds een onderscheid zijn tussen de bevolkingsregisters en de vreemdelingenregisters.

De Minister vreest nochtans dat men door het amendement aan te nemen het vreemdelingenregister werkelijk afschaft. Hij meent dat het probleem moet besproken worden met de Minister van Justitie om na te gaan hoe de gemeenten, zonder de wet te schenden, door het bijhouden van één enkel geautomatiseerd bestand, zowel aan hun verplichtingen inzake de bevolkingsregisters als inzake de vreemdelingenregisters, kunnen voldoen.

Een lid meent dat er veel voor te zeggen is dat men een overzicht zou hebben van wie min of meer permanent in een gemeente verblijft, ongeacht de aard van dat verblijf, ook al blijft het onderscheid tussen wonen en verblijven belangrijk.

De auteur van het amendement meent dat het voorstel van de Minister beantwoordt aan de zorg waardoor het amendement ingegeven was. Hij trekt het amendement in.

Het eerste amendement wordt verworpen met 11 stemmen tegen 2.

Artikel 1 wordt eenparig aangenomen door de 13 aanwezige leden.

Artikel 2 (artikel 2 van de aangenomen tekst)

Bij dit artikel dient een lid een amendement in, luidend :

« Dit artikel te vervangen als volgt :

« Naast de informatiegegevens waarvan de wet uitdrukkelijk bepaalt dat ze geregistreerd moeten worden, vermelden de bevolkingsregisters de informatiegegevens betreffende de identificatie en de lokalisatie van de inwoners alsook de informatiegegevens die noodzakelijk zijn voor de verbinding met andere bestanden van het gemeentebestuur of van de centrale administratie.

Binnen deze grenzen bepaalt de Koning de aard van deze informatiegegevens. Hij stelt tevens de regels vast volgens welke voormelde informatiegegevens meegedeeld kunnen worden aan derden. »

Verantwoording

Sommige commissieleden zijn van mening dat de machtiging die door dit artikel aan de Koning gegeven wordt, veel te ruim is.

Afin de répondre à cette observation qui est fondée — cf. dans l'exposé des motifs de la loi en projet, le commentaire de l'article 2 qui précise in fine que le Roi ne disposera pas d'une liberté complète pour déterminer la nature des informations qui seront reprises dans les registres de population — il est proposé de remplacer le libellé en projet par un nouveau libellé qui délimite le cadre dans lequel le Roi pourra faire usage du pouvoir lui étant conféré de déterminer les informations que doivent contenir les registres de population. Seules pourront y être consignées les informations ayant trait à l'identification et à la localisation des habitants dans la commune, de même que celles qui s'avèrent indispensables à la mise en relation avec d'autres fichiers tenus soit au niveau local, soit au niveau central.

En ce qui concerne les informations nécessaires à la liaison avec d'autres fichiers, je citerai à titre d'exemple soit la mention selon laquelle la personne domiciliée à telle adresse est suspendue ou exclue de ses droits électoraux (établissement de la liste des électeurs) ou est dispensée de telle taxe communale (établissement du rôle des impositions communales) (liaison avec des fichiers de l'administration communale), soit l'indication du numéro de sûreté publique pour ce qui concerne la liaison avec un fichier tenu par une administration centrale, en l'occurrence l'Office des étrangers relevant du Ministère de la Justice.

L'amendement est adopté à l'unanimité des 13 membres présents.

Article 3 (article 3 du texte adopté)

Un membre qui avait déposé un amendement à l'article 1^{er} et l'a retiré après la discussion de celui-ci, présente également un amendement à l'article 3.

Il déclare qu'étant donné le rapport existant entre les deux amendements, son amendement à l'article 3 devient inutile. Il en va de même de son amendement à l'article 5.

L'article 3 fait encore l'objet d'un second amendement, déposé par un autre membre.

Il est libellé comme suit :

« Remplacer le premier alinéa de cet article par ce qui suit :

« La résidence principale est soit le lieu où vivent habituellement les membres d'un ménage composé de plusieurs personnes, unies ou non par des liens de parenté, soit le lieu où vit habituellement une personne isolée. »

Le Ministre estime que le terme « gezin » du texte néerlandais ne correspond pas entièrement au terme « ménage » du texte français. « Gezin » a une autre connotation que « huishouden » (ménage) et implique l'existence de liens plus ou moins familiaux.

Om tegemoet te komen aan deze vaststelling die gegrond is — cf. in de memorie van toelichting de commentaar bij artikel 2 dat in fine preciseert dat de Koning geen volledige vrijheid zal hebben om de aard van de informatiegegevens te bepalen die in de bevolkingsregisters opgenomen moeten worden — wordt voorgesteld de ontwerp tekst te vervangen door een nieuwe tekst die het kader afbakt waarbinnen de Koning gebruik kan maken van de hem toegekende macht om de informatiegegevens te bepalen die opgenomen moeten worden in de bevolkingsregisters. Enkel de informatiegegevens m.b.t. de identificatie en de lokalisatie van de inwoners in de gemeente mogen opgetekend worden, alsook de informatiegegevens die noodzakelijk blijken voor de verbinding met andere bestanden op lokaal of centraal vlak.

Wat de informatiegegevens betreft die noodzakelijk zijn voor de verbinding met andere bestanden, haal ik het voorbeeld aan van de vermelding volgens welke een persoon die zijn woonplaats op een bepaald adres heeft, geschorst is in of uitgesloten van zijn kiesrechten (opmaken van de kiezerslijst) of vrijgesteld is van een bepaalde gemeentebelasting (bepaling van de rol van de gemeentebelastingen) (verbinding met bestanden van het gemeentebestuur) of dat van de aanduiding van het nummer van de openbare veiligheid wat de verbinding betreft met een bestand van een centrale administratie, in dit geval de dienst vreemdelingen zaken die tot het Ministerie van Justitie behoort.

Het amendement wordt eenparig aangenomen door de 13 aanwezige leden.

Artikel 3 (artikel 3 van de aangenomen tekst)

Het lid dat een amendement indiende bij artikel 1 en dit na de bespreking ervan introk had ook een amendement ingediend bij artikel 3.

Het lid verklaart dat gelet op de samenhang tussen beide amendementen, zijn amendement bij artikel 3 vervalt. Hetzelfde geldt eveneens voor zijn amendement bij artikel 5.

Bij artikel 3 werd door een lid nog een tweede amendement ingediend.

Het luidt als volgt :

« Het eerste lid van dit artikel te vervangen als volgt :

« De hoofdverblijfplaats is de plaats waar de leden van een gezin dat uit verscheidene personen is samengesteld gewoonlijk leven, ongeacht of die personen al dan niet door verwantschap verbonden zijn, of de plaats waar een alleenstaande gewoonlijk leeft. »

De Minister is de mening toegedaan dat het woord « gezin » in de Nederlandse tekst niet volledig overeenstemt met het woord « ménage » in de Franse tekst. Gezin heeft een andere connotatie dan huishouden en impliceert het bestaan van min of meer familiale banden.

Le Ministre rappelle également que le texte proposé tient compte de la terminologie que le Conseil d'Etat utilise dans sa jurisprudence. Il craint que si l'on utilise maintenant d'autres termes, alors que le but est manifestement identique, certains n'essaient à tort d'en déduire que les règles permettant de déterminer la résidence principale ont été modifiées.

Il craint notamment des problèmes avec les étudiants qui occupent une chambre d'étudiant pendant la semaine. Ils pourraient prétendre y vivre habituellement.

L'auteur de l'amendement fait remarquer que les membres d'un ménage ne se réunissent pas nécessairement à la résidence principale de celui-ci. Il reprend l'exemple, cité précédemment, d'un étudiant qui ne rejoint ses parents que pendant les week-ends dans la résidence de campagne de la famille.

Le membre plaide donc pour que l'on utilise un critère analogue dans les deux cas, même s'il va de soi que dans le cas d'un ménage, il s'agit de l'endroit où les membres de celui-ci vivent habituellement en ménage.

Un sénateur fait remarquer qu'à son avis, il ne faut pas rechercher à tout prix une symétrie absolue puisque l'on règle en définitive deux situations différentes.

D'autres membres déclarent partager le point de vue de l'auteur de l'amendement. Il ne suffit pas que les membres du ménage se rencontrent régulièrement quelque part pour faire de cet endroit la résidence principale. A cet égard, le terme « se réunir » va moins loin que « vivre » ou « habiter ».

On attire également l'attention sur les possibilités offertes par le deuxième alinéa de l'article 3.

Le Ministre constate que l'on peut donc actualiser ou enjoliver le premier alinéa et en même temps mieux réglementer la matière par voie d'arrêté royal.

Un membre souligne que ce dernier point est essentiel. Un certain nombre de situations sont créées par calcul intéressé. En utilisant le deuxième alinéa, on peut combattre des abus au moyen de normes et de critères, même si l'on ne pourra jamais les extirper entièrement. L'intervenant cite notamment le problème des étudiants occupant une chambre d'étudiant.

Le Ministre rappelle qu'en ce qui concerne les étudiants, le premier critère est l'autonomie économique et sociale. Il ne suffit pas d'habiter seul, par exemple dans une chambre d'étudiant. Il faut également voler de ses propres ailes sur le plan économique et social, sinon on continue de faire partie d'un ménage d'où l'on est tout au plus temporairement absent.

Un commissaire souligne que dans certains cas, les liens familiaux sont extrêmement forts, mais que dans d'autres, ils sont très faibles et plutôt occasionnels. Quelles normes appliquera-t-on en la matière ?

Tevens herinnert de Minister eraan dat de voorgestelde tekst rekening houdt met de terminologie die de Raad van State aanwendt in zijn rechtspraak. Hij vreest dat als men nu andere termen gebruikt, ook als de bedoeling duidelijk dezelfde is, sommigen daaruit ten onrechte zullen trachten af te leiden dat de regels aan de hand waarvan de hoofdverblijfplaats vastgesteld wordt gewijzigd werden.

Hij vreest onder andere voor problemen met studenten die tijdens de week op een studentenkamer wonen. Het risico bestaat dat zij zullen aanvoeren dat zij gewoonlijk op hun kot wonen.

De auteur van het amendement laat opmerken dat de leden van een gezin zich niet noodzakelijk verenigen in de hoofdverblijfplaats van het gezin. Hij herneemt het eerder geciteerde voorbeeld van een student die zijn ouders enkel tijdens het weekeinde vervoegt in het buitenverblijf van het gezin.

Het lid pleit er dan ook voor in beide gevallen een analoog criterium aan te wenden, al spreekt het vanzelf dat als het een gezin betreft, het gaat om de plaats waar de leden ervan gewoonlijk leven als gezin.

Een senator laat opmerken dat men zijns inziens niet te allen prijze een volledige symmetrie moet nastreven vermits uiteindelijk twee verschillende situaties geregeld worden.

Andere leden verklaren dan weer de mening van de auteur van het amendement te delen. Het volstaat niet dat de gezinsleden elkaar regelmatig ergens treffen om daar de hoofdverblijfplaats van te maken. « Verenigen » gaat wat dat betreft minder ver dan « leven » of « wonen ».

Tevens wordt verwezen naar de mogelijkheden die geboden worden door het tweede lid van artikel 3.

De Minister stelt vast dat men de tekst van het eerste lid dus kan actualiseren of verfraaien, en terzelfder tijd, door middel van een koninklijk besluit, de materie beter kan regelen.

Een lid wijst erop dat dat laatste essentieel is. Een aantal situaties wordt geschapen uit eigenbelang. Door gebruik te maken van het tweede lid kan men misbruiken bestrijden via normen en criteria, ook al zal men ze nooit volledig kunnen uitroeien. Het lid verwijst onder andere naar het probleem van de kotstudenten.

De Minister herinnert eraan dat inzake studenten het eerste criterium de economische en sociale onafhankelijkheid is. Het volstaat niet alleen te wonen, bijvoorbeeld op een studentenkamer. Men moet ook economisch en sociaal op eigen benen staan, zoniet blijft men deel uitmaken van een gezin en is men hoogstens tijdelijk afwezig.

Een lid wijst erop dat de familiale band in sommige gevallen zeer sterk is, maar in andere zeer zwak en eerder occasioneel. Welke normen zal men ter zake hanteren ?

Le Ministre répond que le critère des revenus joue un grand rôle. Ce qui importe pour un isolé, c'est non seulement la résidence principale, mais aussi l'autonomie. Il ne conteste toutefois pas qu'à mesure que les liens se relâchent, le risque croît d'une interprétation erronée des éléments de fait.

C'est la raison pour laquelle il accueille favorablement la portée de l'amendement à l'article 8, qui améliore la procédure en cas de contestation.

De plus, il faut tirer parti de la possibilité qu'offre le second alinéa de l'article 3 pour fixer des règles complémentaires sur la base desquelles on pourra établir une jurisprudence et où l'on pourra puiser des critères d'interprétation.

Le Ministre déclare qu'il ne s'oppose pas à l'adoption de l'amendement, eu égard à ce qui s'est dit lors de la discussion de celui-ci.

Il souligne toutefois que l'objectif n'est pas de modifier les règles existantes et de laisser ainsi le champ libre à des abus de tous genres.

La Commission confirme cette déclaration à l'unanimité.

Une discussion s'engage encore sur le point de savoir s'il doit être question, dans le texte néerlandais, de *gezin* ou de *huishouden*. L'opinion dominante est que puisqu'il faut englober toutes les situations dans lesquelles des personnes vivent effectivement ensemble, le terme *huishouden* est plus indiqué.

L'amendement qui vise à remplacer, à titre de correction technique, le mot *gezin* par le mot *huishouden* est adopté par 12 voix et 1 abstention.

L'article amendé est adopté par un vote identique.

Article 4

Un membre dépose l'amendement suivant :

« Supprimer cet article. »

Justification

Il n'y a aucune raison de ne rectifier et compléter les registres de population que tous les dix ans : ils doivent l'être en permanence, et il en est ainsi dans la pratique lors de la délivrance de divers extraits et certificats.

En outre, les données du recensement — et la façon dont celui qui est en cours à l'heure actuelle est exécutée en est en quelque sorte une preuve irréfutable — sont, pour ne pas dire des plus douteuses, en tout cas

De Minister antwoordt dat het inkomenscriterium een grote rol speelt. Belangrijk voor een alleenstaande is niet alleen het hoofdzakelijk verblijf maar ook de zelfstandigheid. Hij betwist echter niet dat naarmate de band losser wordt, het gevaar voor een verkeerde interpretatie van de feitelijke gegevens toeneemt.

Daarom kan hij instemmen met de strekking van het amendement bij artikel 8 dat de procedure in geval van betwisting verbetert.

Bovendien moet de mogelijkheid die het tweede lid van artikel 3 biedt aangegrepen worden om nadere regels te vestigen op basis waarvan een rechtspraak gevestigd kan worden en waaruit interpretatiecriteria kunnen geput worden.

De Minister verklaart dat hij gelet op wat tijdens de bespreking van het amendement gezegd heeft, geen bezwaar heeft tegen de aanneming van het amendement.

Hij wijst er evenwel op dat het niet de bedoeling is de bestaande regels te wijzigen en aldus de deur te openen voor allerlei misbruiken.

De eenparige Commissie bevestigt die verklaring.

Er ontspint zich dan nog een discussie over de vraag of in de Nederlandse tekst sprake moet zijn van « gezin » of van « huishouden ». De overheersende mening is dat vermits ook alle situaties moeten gevat worden waarin personen feitelijk samenleven, de term « huishouden » meer aangewezen is.

Het amendement, waarin bij wijze van technische verbetering « gezin » vervangen wordt door « huishouden », wordt aangenomen met 12 stemmen bij 1 onthouding.

Het geamendeerde artikel wordt met dezelfde stemmen aangenomen.

Artikel 4

Een lid stelt bij amendement voor :

« Dit artikel te doen vervallen. »

Verantwoording

Er is geen enkele reden om de bevolkingsregisters slechts om de tien jaar te verbeteren en aan te vullen : dit moet permanent gedaan worden en in de praktijk wordt dit ook permanent gedaan bij de aflevering van allerlei uittreksels en certificaten.

Bovendien zijn de gegevens van de volkstelling — en de wijze waarop die welke nu aan de gang is wordt uitgevoerd, is daar als het ware een onomstotelijk bewijs voor — zo al niet hoogst onbetrouwbaar dan

moins fiables que l'information collectée et tenue à jour systématiquement et en professionnel par les services de la population de nos communes.

De plus, le Ministre peut — et d'ailleurs, il le doit — vérifier régulièrement, par sondages ou d'une autre façon, si les registres de la population sont ou non tenus correctement à jour.

Du reste, une révision de la loi générale sur les statistiques relatives au recensement s'impose de toute urgence, afin de permettre de leur appliquer des méthodes plus valables et plus efficaces que celles que l'on applique encore actuellement.

L'auteur de l'amendement fait encore remarquer que le projet permet d'ailleurs au Ministre de contrôler en permanence l'exactitude des registres. En outre, les communes disposent de tous les instruments nécessaires afin de rendre les recensements inutiles à l'avenir.

Le Ministre se déclare d'accord sur ce commentaire de l'amendement.

On remarque que pour certaines matières, par exemple les élections, on part des résultats des recensements. Dans d'autres cas, ceux-ci s'appliquent en principe, mais, après un certain laps de temps, les données des registres de population seront éventuellement à nouveau utilisées.

Ainsi, en ce qui concerne le classement des communes, on se réfère à l'article 5 de la loi communale.

Le Ministre signale qu'un arrêté royal fixe annuellement le nombre d'habitants d'une commune, et qu'il ne faut pas attendre pour cela les résultats du recensement.

La Commission constate que la suppression de l'article 4 proposé ne porte pas atteinte au dispositif prévu par la loi communale.

L'amendement est adopté à l'unanimité des 13 membres présents.

Article 5 (article 5 du texte adopté)

L'unique amendement déposé à l'article 5 est devenu sans objet. On se réfère à ce propos à la discussion de l'article 3.

L'article ne donne pas lieu à observations. Il est adopté à l'unanimité des 14 membres présents.

Article 5bis (nouveau)

Un membre dépose l'amendement suivant :

« Insérer un article 5bis (nouveau), libellé comme suit :

« Article 5bis. — Le Ministre qui a l'Intérieur dans ses attributions, organise l'inspection des registres de population. »

toch wel minder betrouwbaar dan de informatie welke stelselmatig en beroepsmatig wordt verzameld en bijgehouden door de gemeentelijke bevolkingsdiensten.

De Minister kan bovendien — en moet trouwens — regelmatig bij wijze van steekproeven of op een of andere manier controleren of de bevolkingsregisters ordentelijk worden bijgehouden of niet.

Overigens moet de algemene wet op de statistiek betreffende de volkstelling hoogstnodig herzien worden om meer efficiënte en doeltreffende methoden hiervoor in toepassing te brengen dan die welke nu nog wordt toegepast.

De auteur van het amendement merkt nog op dat het ontwerp de Minister trouwens de mogelijkheid biedt de juistheid van de registers permanent na te zien. Bovendien zijn alle instrumenten voorhanden op gemeentelijk niveau om in de toekomst volkstellingen overbodig te maken.

De Minister verklaart dat hij het eens is met het aldus uitgelegde amendement.

Er wordt opgemerkt dat voor een aantal materies zoals bijvoorbeeld voor de verkiezingen, uitgegaan wordt van de resultaten van de volkstellingen. In andere gevallen gelden in principe de resultaten van de volkstellingen, maar kan na verloop van een bepaalde termijn teruggegrepen worden naar de gegevens van de bevolkingsregisters.

Zo wordt inzake de klassering van de gemeenten verwezen naar artikel 5 van de gemeentewet.

De Minister wijst erop dat het aantal inwoners van een gemeente jaarlijks vastgesteld wordt bij koninklijk besluit, en dat daarvoor niet gewacht moet worden op de resultaten van de volkstelling.

De Commissie stelt vast dat de schrapping van het voorgestelde artikel 4 geen afbreuk doet aan de regeling waarin de gemeentewet voorziet.

Het amendement wordt eenparig aangenomen door de 13 aanwezigen leden.

Artikel 5 (artikel 5 van de aangenomen tekst)

Het enig amendement dat ingediend werd bij artikel 5 vervalt. Verwezen wordt naar de bespreking van artikel 3.

Het artikel geeft geen aanleiding tot opmerkingen. Het wordt eenparig aangenomen door de 14 aanwezige leden.

Artikel 5bis (nieuw)

Een lid dient het volgende amendement in :

« Een artikel 5bis (nieuw) in te voegen luidende :

« Artikel 5bis. — De Minister tot wiens bevoegdheid Binnenlandse Zaken behoort, organiseert de inspectie van de bevolkingsregisters. »

Justification

Il n'est peut-être pas indispensable, mais néanmoins utile, d'arrêter les compétences en la matière par la voie légale et de les confier au Ministre de l'Intérieur.

Le Ministre propose de transférer cette disposition à l'article 8. L'auteur de l'amendement estime qu'une inspection est possible, mais il est d'accord sur l'observation faite par le Ministre et retire son amendement.

Article 5ter (nouveau)

Le même intervenant dépose également l'amendement suivant :

« Insérer un article 5ter (nouveau), libellé comme suit :

« Article 5ter. — Les contestations concernant l'enregistrement dans le registre de population peuvent être portées devant le Ministre de l'Intérieur.

Les parties concernées doivent être entendues lorsqu'elles en font la demande.

Le Ministre peut déléguer les pouvoirs qui lui sont conférés par l'alinéa précédent au fonctionnaire dirigeant l'administration qui a la population dans ses attributions. »

Pour la justification, l'intervenant fait référence à son amendement visant à insérer un article 5quater (nouveau).

Le Ministre fait remarquer que l'article 8 du projet règle déjà la question des contestations. L'auteur de l'amendement est d'accord avec cette observation. L'amendement est retiré.

Article 5quater (nouveau)

Enfin, le même intervenant dépose encore l'amendement suivant :

« Insérer un article 5quater (nouveau), libellé comme suit :

« Article 5quater. — La décision du Ministre doit être motivée et elle doit être signifiée aux administrations communales concernées par lettre recommandée à la poste.

Les administrations communales concernées effectuent d'office les enregistrements et les radiations qui leur sont imposées, dès que la décision leur est communiquée.

Le Ministre et les personnes concernées seront avisés sans tarder, par lettre recommandée à la poste, de l'exécution de la décision ministérielle. »

Verantwoording

Het is misschien niet onontbeerlijk maar wellicht toch wel nuttig de bevoegdheid ter zake bij wet te bepalen en bij de Minister van Binnenlandse Zaken te leggen.

De Minister stelt voor deze bepaling over te brengen naar artikel 8. De auteur van het amendement meent dat een inspectie mogelijk is, maar gaat akkoord met de opmerking van de Minister. Het amendement wordt ingetrokken.

Artikel 5ter (nieuw)

Hetzelfde lid dient eveneens het volgende amendement in :

« Een artikel 5ter (nieuw) in te voegen, luidende :

« Artikel 5ter. — Betwistingen in verband met registraties in het bevolkingsregister kunnen voorgesteld worden aan de Minister tot wiens bevoegdheid Binnenlandse Zaken behoort.

Indien zij daarom verzoeken moeten de betrokken partijen gehoord worden.

De Minister kan de hem bij het voorgaande lid toevertrouwde bevoegdheden overdragen aan de ambtenaar die de leiding heeft van het bestuur dat bevoegd is voor de bevolking. »

Voor de verantwoording wordt verwezen naar het amendement van hetzelfde lid strekkende tot invoeging van een nieuw artikel 5quater.

De Minister laat opmerken dat de materie van de betwistingen al geregeld wordt in artikel 8 van het ontwerp. De auteur van het amendement gaat akkoord met die opmerking. Het amendement wordt ingetrokken.

Artikel 5quater (nieuw)

Tenslotte dient hetzelfde lid nog het volgende amendement in :

« Een artikel 5quater (nieuw) in te voegen, luidende :

« Artikel 5quater. — De beslissing van de Minister moet gemotiveerd zijn; zij moet aan de betrokken gemeentebesturen betekend worden bij ter post aangetekende brief.

Zodra zij in kennis zijn gesteld van de beslissing voeren de betrokken gemeentebesturen onmiddellijk de hen opgelegde registraties en uitschrijvingen ambtshalve uit.

De Minister en de betrokken personen worden onverwijld van de uitvoering van de beslissing in kennis gesteld bij ter post aangetekende brief. »

Justification

Les articles nouveaux, proposés par ces amendements, créent la base juridique nécessaire pour le règlement administratif des contestations; l'absence d'une telle base obligeait les citoyens tout comme l'administration à soumettre leurs contestations directement au Conseil d'Etat.

L'intervenant commente son amendement. La référence à l'enregistrement peut évidemment être supprimée, puisque l'intervenant a retiré son amendement à l'article 1^{er}.

L'on constate que, pour le reste, le contenu de l'amendement figure déjà à l'article 8. Les seules innovations résident dans la communication par lettre recommandée à la poste (premier alinéa) et la notification au Ministre (troisième alinéa).

Il est décidé de prévoir ces améliorations à l'article 8, § 2.

L'amendement est retiré.

Article 6 (article 6 du texte adopté)

Un sénateur fait observer que l'article 6 du projet a pour but de légaliser la réglementation instituée par l'arrêté royal du 29 juillet 1985.

L'emploi des trois langues nationales sur la carte d'identité n'est pas un problème à ses yeux. C'est une marque de courtoisie. Pour l'anglais, les choses se présentent différemment.

Pour commencer, l'avis émis en son temps par le Conseil d'Etat, selon lequel les lois linguistiques ne réglaient que l'emploi des langues nationales et non celui des langues étrangères, n'est nullement convaincant.

Il y a lieu de se demander, d'autre part, pourquoi l'on a choisi l'anglais. La langue la plus répandue dans la Communauté européenne est actuellement l'allemand. Quelle est du reste l'utilité de l'anglais en Italie ou en Espagne? Y a-t-il d'autres Etats membres de la Communauté européenne qui utilisent une langue étrangère sur leurs cartes d'identité?

Le sénateur estime que s'il fallait aussi indiquer les mentions de la carte d'identité dans une langue parlée à l'échelle européenne, l'on aurait pu choisir le français.

Le Ministre répond qu'il n'y a pas de cartes d'identité dans tous les pays.

Il estime utile et souhaitable, d'autre part, que les mentions de la carte d'identité soient également rédigées dans l'une des langues européennes, conformément du reste à une directive communautaire, pour qu'elles puissent être comprises également en dehors des frontières nationales.

L'on aurait effectivement pu choisir le français, mais cela aurait eu une conséquence désagréable,

Verantwoording

Scheppen van de rechtsgrond die tot nu toe ontbrak voor een administratieve beslechting van betwistingen waardoor — zowel burger als de administratie — ertoe genoopt werden hun geschil, rechtstreeks aan de Raad van State voor te leggen.

De auteur van het amendement licht het amendement toe. Uiteraard mag de verwijzing naar de registratie vervallen, gelet op de intrekking, door de auteur, van het amendement dat hij indiende op artikel 1.

Er wordt vastgesteld dat het amendement voor het overige al vervat ligt in artikel 8. Nieuw zijn wel de mededeling bij ter post aangetekende brief (eerste lid) en de kennisgeving aan de Minister (derde lid).

Beslist wordt die verbeteringen in te schrijven „ artikel 8, § 2.

Het amendement wordt ingetrokken.

Artikel 6 (artikel 6 van de aangenomen tekst)

Een senator merkt op dat artikel 6 van het ontwerp de regeling die ingevoerd werd door het koninklijk besluit van 29 juli 1985 wil legaliseren.

Hij verklaart geen problemen te hebben met het gebruik van de drie landstalen op de identiteitskaart. Dat is een teken van courtoisie. Met het Engels liggen de zaken anders.

Vooreerst overtuigt het advies dat de Raad van State destijds uitbracht, advies volgens welk de taalwetten enkel het gebruik van de nationale talen regelde, en niet dat van vreemde talen, helemaal niet.

Anderzijds, waarom werd het Engels gekozen? De meest verspreide taal in de Europese Gemeenschap is thans het Duits. Wat helpt het Engels trouwens in Italië of Spanje. Gebruiken nog andere lidstaten van de Europese Gemeenschap een vreemde taal op hun identiteitskaarten?

De senator laat opmerken dat als het dan toch nodig was de vermeldingen op de identiteitskaart ook in één van de Europese talen te stellen, het Frans die rol kan vervullen.

De Minister wijst erop dat niet alle landen identiteitskaarten hebben.

Anderzijds meent hij dat het nuttig en wenselijk is dat de vermeldingen op de identiteitskaart ook in één van de Europese talen voorkomen conform trouwens aan een Europese richtlijn, zodat men ze ook buiten de landsgrenzen begrijpt.

Het Frans had inderdaad die rol kunnen vervullen, maar dat had als onaangenaam gevolg gehad dat de

puisque les cartes d'identité auraient été bilingues en Flandre, où certains souhaitaient par ailleurs des cartes d'identité unilingues pour des raisons de principe, et unilingues en Wallonie.

Le Ministre demande, dès lors, l'approbation de l'article, qui confirme la réglementation existante, même si le raisonnement suivi au moment de l'instauration de celle-ci et l'avis précité du Conseil d'Etat peuvent soulever des critiques à maints égards.

Un membre fait remarquer que l'anglais n'est pas non plus utilisé couramment dans toute l'Europe et qu'il y a d'autres langues européennes tout aussi importantes, comme l'allemand en particulier, qui est, au surplus, une de nos langues nationales.

Le membre qui a soulevé, au cours de la discussion générale, le problème de la langue des cartes d'identité des habitants des communes à statut linguistique spécial, dépose l'amendement suivant :

« A) Remplacer le premier alinéa du § 2 de cet article par ce qui suit :

« La langue de la carte d'identité est celle de la région linguistique à laquelle la commune appartient légalement.

Dans les communes visées aux articles 7 et 8 des lois sur l'emploi des langues en matières administrative, coordonnées le 18 juillet 1966, la mention faite dans la langue de la région peut être suivie de la même mention dans la langue complémentaire choisie par l'intéressé, à la condition que celui-ci en ait fait la demande écrite aux autorités communales, avec copie pour le commissaire d'arrondissement. »

« B) Après le premier alinéa du § 2 de cet article, insérer un alinéa nouveau, libellé comme suit :

« Dans la région bilingue de Bruxelles-capitale, les données d'identité sont mentionnées en français et en néerlandais, avec priorité à la langue choisie par l'intéressé.

La carte d'identité d'une personne venant d'une région unilingue est maintenue, moyennant adaptation de l'adresse. »

« C) Compléter le § 2 de cet article par un alinéa nouveau, libellé comme suit :

« Les dispositions ci-dessus ne s'appliquent qu'aux cartes d'identité délivrées après la date d'entrée en vigueur de la présente loi. »

Justification

L'objet du présent amendement est, d'une part, de réduire la pression sociale poussant dans le sens d'une aliénation linguistique et, d'autre part, de renforcer le respect de l'homogénéité des régions linguistiques.

A Bruxelles, point n'est besoin d'obliger les personnes venant d'une région unilingue à marquer une

identiteitskaarten in Vlaanderen, waar sommigen om principiële redenen trouwens eentalige identiteitskaarten wensten, tweetalig zouden geweest zijn, en in Wallonië ééntalig.

De Minister vraagt dan ook de goedkeuring van het artikel dat de bestaande regeling bevestigt, ook al zijn de redenering die hij de invoering ervan gevolgd werd en het advies dat de Raad van State destijds uitbracht allicht vatbaar voor allerlei bedenkingen.

Een lid wijst erop dat het Engels ook niet gangbaar is in heel Europa, en dat er andere op zijn minst even belangrijke Europese talen zijn, zoals niet in het minst het Duits, dat bovendien één van de landstalen is.

Het lid dat tijdens de algemene bespreking het probleem aansneet van de taal van de identiteitskaarten van de inwoners van gemeenten met een bijzonder taalstatuut dient het volgende amendement in :

« A) Het eerste lid van § 2 van dit artikel te vervangen als volgt :

« De taal van de identiteitskaart is die van het taalgebied waartoe de gemeente wettelijk behoort.

In de gemeenten, vermeld in de artikelen 7 en 8 van de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken, gecoördineerd op 18 juli 1966, kan op schriftelijk verzoek — gericht aan de gemeente-overheid, met afschrift aan de arrondissementscommissaris — de vermelding in de taal van de streek gevolgd worden door die in de bijkomende taal, zoals gevraagd door de betrokkene. »

« B) In § 2 van dit artikel, na het eerste lid, een nieuw lid in te voegen, luidende :

« In het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad worden de identificatiegegevens, vermeld in het Nederlands en het Frans, met voorrang voor de taal naar de wens van de betrokkene.

Van iemand, afkomstig uit een eentalig gebied, wordt de identiteitskaart behouden met aanpassing van het adres. »

« C) Aan § 2 van dit artikel een laatste lid toe te voegen, luidende :

« Bovenstaande regelingen gelden alleen voor identiteitskaarten, afgeleverd na de datum waarop deze wet toepasselijk wordt. »

Verantwoording

Het is de bedoeling van dit amendement, eensdeels de sociale druk in de richting van de taalvervreemding te verzachten, anderdeels de eerbied voor de homogeniteit van de taalgebieden te versterken.

In Brussel is het voor niets nodig, inwijkelingen uit een eentalig gebied tot een keuze van taalvoorrang te

préférence linguistique, encore moins de leur suggérer d'opter pour un autre unilinguisme. C'est pourtant ce que fait le texte du projet (« la langue choisie par le titulaire »).

Dans les communes périphériques de Bruxelles, la pacification tant louée a son prix : la reconnaissance d'appartenir à la Région flamande. Les facilités linguistiques sont destinées à rendre plus confortable la vie des francophones. Elles ne peuvent porter préjudice aux frontières linguistiques.

On aurait donc tort de délivrer des cartes d'identité unilingues francophones dans les communes en question. Pour bien marquer que ces communes appartiennent à la Région flamande, il convient que les inscriptions sur les cartes d'identité se fassent prioritairement en néerlandais. Le français pourra être admis, à titre de concession, mais uniquement pour les personnes qui en auront fait la demande et pas de manière automatique.

A une époque où l'on se préoccupe tant de l'intégration des étrangers dans la société belge, il semble d'autant plus évident que les citoyens belges s'adaptent à la région linguistique dans laquelle ils résident.

Un raisonnement similaire s'applique aux communes situées de part et d'autre de la frontière linguistique. Toutefois, à la différence des communes périphériques, il est question, ici, d'une réciprocité et de trois régions linguistiques (néerlandophone, francophone, germanophone).

L'auteur de l'amendement estime qu'une paix linguistique durable n'est possible que si l'on accepte le principe selon lequel il faut s'adapter à la région dans laquelle l'on s'établit. D'autre part, les facilités n'étaient destinées qu'à rendre plus confortable la vie des individus.

L'intervenant estime que sa proposition peut concilier les intérêts des deux parties, ce qui constitue le seul moyen de préserver la paix linguistique. En effet, le texte actuel n'exclut pas que l'on puisse abuser de l'ignorance des intéressés ou que ces derniers puissent faire l'objet de pressions sociales.

Le Ministre remarque que si l'amendement était adopté, cela impliquerait que, dans les communes à facilités, les mentions spécifiques portées sur les cartes d'identité seraient, au mieux, bilingues, avec priorité à la langue de la région, alors que les habitants peuvent actuellement demander une carte d'identité sur laquelle ces données figurent uniquement dans la langue de leur choix.

Selon le Ministre, cette nouvelle disposition est contraire à la législation sur l'emploi des langues, de sorte qu'en vertu de l'article 59bis, § 4, l'amendement ne peut être adopté qu'à une majorité spéciale.

Au nom du Gouvernement, le Ministre insiste pour que l'article 6 proposé soit adopté sans modification, surtout en ce qui concerne le point examiné.

verplichten, laat staan hen te suggereren naar een andere eentaligheid over te stappen. Dit is nochtans wat de tekst van het ontwerp doet (« de taal die de houder kiest »).

In de randgemeenten van Brussel heeft de veelgevoerde pacificatie een prijs : de erkenning dat zij tot het Vlaamse Gewest behoren. De taaltegemoetkomingen zijn er voor het individuele gemak van Franstalige inwijkelingen. Zij mogen geen afbreuk doen aan de grenzen van de taalgebieden.

Het zou dan ook verkeerd zijn, in zulke gemeenten eentalig Franse identiteitskaarten af te leveren. Als duidelijk teken dat bedoelde gemeenten tot het Vlaamse Gewest behoren, dient het Nederlands er bij voorrang op voor te komen. Het Frans kan er ook bij, als tegemoetkoming, en alleen voor wie erom vraagt; niet vanzelf.

In een tijd waarin veel te doen is over integratie van vreemdelingen in de Belgische samenleving, lijkt het des te vanzelfsprekender dat Belgische burgers zich in het andere taalgebied aanpassen.

Een gelijkaardige redenering geldt voor de taalgrensgemeenten. Het verschil met de randgemeenten is dat hier sprake is van wederkerigheid en van drie taalgebieden (Nederlands, Frans, Duits).

De auteur van het amendement meent dat een duurzame taalvrede slechts mogelijk is wanneer men het principe aanvaardt dat men zich moet aanpassen aan de streek waarin men zich vestigt. Anderzijds waren de faciliteiten enkel bedoeld om de zaken te vergemakkelijken voor individuen.

Het lid denkt dat zijn voorstel de belangen van beide partijen verzoent, wat de enige mogelijkheid is om de taalvrede te bewaren. De huidige regeling houdt immers het risico in dat misbruik gemaakt wordt van de onwetendheid van de betrokkenen of dat zij aan sociale druk blootgesteld worden.

De Minister merkt op dat als het amendement zou aanvaard worden, de specifieke vermeldingen op de identiteitskaarten in de faciliteitengemeenten hoogstens nog tweetalig kunnen zijn, met voorrang voor de taal van het gewest, terwijl de bewoners nu een identiteitskaart kunnen vragen waarop die gegevens enkel in de taal van hun keuze vermeld worden.

De Minister meent dat die nieuwe regeling niet overeenstemt met de taalwet, zodat krachtens artikel 59bis, § 4 een bijzondere meerderheid vereist is voor het amendement.

De Minister dringt er namens de Regering op aan dat het voorgestelde artikel 6 ongewijzigd zou aangenomen worden, zeker wat dit onderdeel betreft.

Plusieurs membres partagent le point de vue du Ministre, selon lequel l'amendement modifierait de manière explicite la loi sur l'emploi des langues.

Et certains membres d'ajouter qu'en ce qui concerne le fond du problème, l'amendement romprait les équilibres existants.

On rappelle également qu'il est de règle que des dispositions requérant une majorité différente ne figurent pas dans un seul et même texte.

Un membre commente l'amendement qu'il a lui aussi déposé à l'article 6 et qui est libellé comme suit :

« Remplacer le premier alinéa du § 2 de cet article par ce qui suit :

« Les rubriques spécifiques au titulaire y figurent dans la langue de la commune où il a sa résidence principale.

Dans les communes visées à l'article 6 des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966, les rubriques spécifiques au titulaire y figurent dans la langue choisie par le titulaire parmi celles dont l'usage est autorisé au sens desdites lois coordonnées.

Dans les communes visées aux articles 7 et 8 des lois coordonnées précitées, les rubriques spécifiques au titulaire y figurent dans la langue de la région linguistique dont la commune fait partie. Si le titulaire entend faire appel en la matière aux facilités linguistiques prévues dans les lois coordonnées précitées, il introduit à cet effet une demande écrite auprès de la commune, qui lui en donne récépissé. »

Justification

Les lois coordonnées sur l'emploi des langues en matière administrative prévoient un régime linguistique dérogatoire dans les services locaux selon qu'il s'agit de communes de la frontière linguistique, de communes périphériques, de communes de la région de langue allemande et de communes malmédiennes, d'une part, et de Bruxelles-capitale, d'autre part.

Il paraît opportun de faire apparaître également cette distinction à l'article 6 du projet de loi.

La procédure de demande écrite prévue au deuxième alinéa du présent amendement devrait permettre d'éviter un certain nombre de contestations, que suscite de temps à autre l'application concrète des lois linguistiques dans les communes périphériques et les communes à facilités.

Le commissaire fait tout spécialement remarquer que la simple règle de procédure qu'il souhaite instaurer, à savoir que la demande d'une carte d'identité

Diverse leden delen het standpunt van de Minister dat het amendement de taalwet expliciet zou wijzigen.

Sommigen voegen daar aan toe dat wat de grond van de zaak betreft, het amendement de bestaande evenwichten zou verstoren.

Er wordt eveneens verwezen naar de vaste regel volgens welke bepalingen die een verschillende meerderheid vereisen niet een en dezelfde tekst mogen opgenomen worden.

Een lid, dat eveneens een amendement indiende bij artikel 6, licht het toe. Het luidt :

« Het eerste lid van § 2 van dit artikel te vervangen als volgt :

« De rubrieken die specifiek zijn voor de houder komen erop voor in de taal van de gemeente waar hij zijn hoofdverblijf heeft.

In de gemeenten vermeld in artikel 6 van de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken, gecoördineerd op 18 juli 1966, komen de rubrieken die specifiek zijn voor de houder erop voor in de taal die de houder kiest uit die waarvan het gebruik is toegestaan in de zin van voormelde gecoördineerde wetten.

In de gemeenten vermeld in de artikelen 7 en 8 van de voormelde gecoördineerde wetten komen de rubrieken die specifiek zijn voor de houder erop voor in de taal van het taalgebied waartoe de gemeente behoort. Wenst de houder terzake een beroep te doen op de taalfaciliteiten voorzien in voormelde gecoördineerde wetten, dan dient hij daartoe een schriftelijk verzoek in bij de gemeente, die hem een ontvangstbewijs aflevert. »

Verantwoording

De gecoördineerde wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken voorzien in een afwijkende regeling van het gebruik van de talen in de plaatselijke diensten naargelang het gaat over taalgrensgemeenten, randgemeenten, gemeenten uit het Duitse taalgebied en gemeenten uit het Malmédysse enerzijds en Brussel-Hoofdstad anderzijds.

Het komt gepast voor dit onderscheid ook in artikel 6 van het wetsontwerp te laten tot uitdrukking komen.

De schriftelijke aanvraagprocedure in het tweede lid van het amendement zal wellicht een aantal betwistingen voorkomen die af en toe rijzen bij de concrete toepassing van de taalwetten in de rand- en faciliteitengemeenten.

Het lid wijst er speciaal op dat de eenvoudige procedureregels die hij wil invoeren, namelijk de regel dat het verzoek om een identiteitskaart in de andere taal

dans l'autre langue doit être formulée par écrit, ne modifie en rien les lois sur l'emploi des langues, mais est de nature à prévenir certaines contestations et abus.

D'autre part, il lui paraît utile d'adapter dans la loi en discussion la distinction, qui figure dans les lois coordonnées sur l'emploi des langues en matière judiciaire, entre les différentes catégories de communes à statut linguistique spécial.

Le Ministre se pose la question de savoir si cet amendement ne modifie pas les lois sur l'emploi des langues.

Il faut, en effet, distinguer, d'une part, les communes visées aux articles 6 et 7 des lois sur l'emploi des langues, où l'on choisit simplement une langue et, d'autre part, celles visées à l'article 8, où l'on peut demander une carte d'identité dans l'autre langue. Actuellement, cette demande n'est soumise à aucune condition de forme.

D'autre part, le Ministre est d'avis que le renvoi, à l'article 6 du projet, aux lois coordonnées sur l'emploi des langues en matière administrative signifie que la distinction qui y est faite est simplement reprise ici.

Il rappelle que le § 2 de l'article 6 proposé vise un but bien précis et limité, à savoir régler l'emploi de l'anglais et de l'allemand pour certaines mentions. Pour le reste, cette matière est entièrement réglée par les lois sur l'emploi des langues et on ne modifie rien à cette législation.

Eu égard à la disposition constitutionnelle à laquelle on s'est déjà référé, le Ministre demande de ne pas amender cet article, même si la modification proposée n'est pas radicale et paraît, à première vue, mériter d'être prise en considération.

L'auteur de l'amendement fait observer que la forme et la preuve de la demande donnent souvent lieu à de graves difficultés. Un autre membre estime que, pour autant qu'il s'agit de la forme de la demande, l'amendement proposé n'entraîne pas de modification de la réglementation existante, mais la précise.

Le Ministre ne nie pas que des difficultés existent en la matière et déclare être personnellement partisan d'un certain nombre de modifications quant au fond des lois sur l'emploi des langues, mais il répète que tel n'est pas l'objet du présent projet.

Pour les raisons indiquées ci-dessus, il plaide à nouveau contre toute modification de la disposition proposée.

Il souligne encore que, dès à présent, une preuve écrite existe en pratique dans la plupart des cas, étant donné qu'il faut remplir certains formulaires et qu'on a le choix entre des formulaires francophones et néerlandophones.

te ontvangen schriftelijk geformuleerd moet worden, niets aan de taalwetten wijzigt en toch van aard is om een aantal betwistingen en misbruiken uit te sluiten.

Anderzijds lijkt het hem nuttig het onderscheid dat in de gecoördineerde wetten op het gebruik van de talen in gerechtszaken gemaakt wordt tussen de verschillende categorieën van gemeenten met een bijzonder taalstatuut ook in de besproken wet over te nemen.

De Minister merkt op dat ook met dit amendement de vraag rijst of de taalwetten niet gewijzigd worden.

Het onderscheid moet immers gemaakt worden tussen enerzijds de gemeenten bedoeld in de artikelen 6 en 7 van de taalwetten, waar men zonder meer een taal kiest, en de gemeenten bedoeld in artikel 8, waar men een identiteitskaart kan vragen in de andere taal. Op dit ogenblik is dat verzoek aan geen enkele vormvereiste onderworpen.

Anderzijds is de Minister de mening toegedaan dat door de verwijzing in artikel 6 van het ontwerp naar de gecoördineerde wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken, het onderscheid dat daarin gemaakt wordt impliciet overgenomen wordt.

Hij herinnert eraan dat de tweede paragraaf van het voorgestelde artikel 6 een welomlijnd en beperkt doel heeft, namelijk het gebruik van het Engels en van het Duits voor bepaalde vermelding te regelen. Voor de rest wordt de materie volledig geregeld door de taalwetten, en aan die regeling wordt niets gewijzigd.

Gelet op de grondwettelijke bepaling waarnaar eerder verwezen werd vraagt de Minister het artikel niet te amenderen, ook al is de voorgestelde wijziging niet verregaand en lijkt zij op het eerste zicht het overwegen waard.

De auteur van het amendement merkt op dat de vorm en het bewijs van het verzoek dikwijls aanleiding geven tot grote moeilijkheden. Een ander lid vindt dat het voorgestelde amendement, voor zover het de vorm van het bezoek betreft, geen wijziging is van de bestaande regeling maar een precisering.

De Minister betwist niet dat er ter zake moeilijkheden rijzen, en verklaart dat hij te persoonlijke titel voorstander is van een aantal wijzigingen ten gronde van de taalwetten, maar herhaalt dat zulks niet het voorwerp is van het voorliggend ontwerp.

Hij pleit opnieuw, om de hiervoor aangegeven redenen, tegen elke wijziging van de voorgestelde bepaling.

De Minister wijst er nog op dat er in de praktijk nu al in de meeste gevallen een schriftelijk bewijs is omdat men een of ander formulier moet invullen, en daarbij de keus heeft tussen Nederlandstalige of Franstalige formulieren.

L'auteur du premier amendement à l'article 6 déclare que la majorité des Flamands de Bruxelles continuent à recevoir les formulaires de recensement en français.

L'intervenant constate que l'on considère une précision utile comme venant perturber l'équilibre global, alors que l'équilibre fondamental a été rompu lorsqu'on s'est écarté du principe selon lequel la langue était celle de la région, les facilités étant tout au plus destinées à faciliter un peu les choses pour le citoyen individuel.

L'intervenant estime de même que l'on peut profiter du vote de cet article, qui est destiné à corriger une erreur commise par un prédécesseur du Ministre actuel, pour corriger également d'autres erreurs.

Le Ministre déclare que le Ministre de l'Intérieur de l'époque a dans une circulaire du 31 octobre 1985, attiré l'attention sur le fait qu'un avis de la Commission permanente de contrôle linguistique du 20 décembre 1984 devait être appliqué de manière stricte, avis dans lequel il est dit qu'un particulier qui souhaite obtenir ses documents dans l'autre langue doit le demander expressément.

La Commission permanente de contrôle linguistique n'a donc pas utilisé les mots « par écrit ». Le Ministre se dit disposé à demander à la Commission permanente ce qu'elle entend par « expressément » et à rappeler aux autorités intéressées les dispositions de la circulaire de 1985 et l'avis de la Commission permanente.

Le Ministre s'engage à communiquer à la Commission l'avis de la Commission permanente avant d'envoyer une nouvelle circulaire.

L'auteur de l'amendement demande s'il ne vaudrait pas mieux faire d'abord la clarté au sujet du problème de la forme de la demande en recueillant l'avis de la Commission permanente de contrôle linguistique et, éventuellement, du Conseil d'Etat, au sujet de l'amendement.

Le Ministre plaide contre la suspension de la discussion. Rien n'empêche, toutefois, de recueillir, dans le même temps, l'avis de la Commission permanente de contrôle linguistique et de prendre, sur la base de celui-ci, toutes les initiatives qui paraîtraient utiles ou nécessaires.

Le premier amendement est déclaré irrecevable par la Commission par 15 voix contre 1.

Le deuxième amendement est déclaré irrecevable par la Commission par 11 voix contre 4.

L'article est adopté par 12 voix contre 1 et 2 abstentions.

Article 7 (article 7 du texte adopté)

Cet article ne donne lieu à aucune observation.

Il est adopté à l'unanimité des 15 membres présents.

De auteur van het eerste amendement bij artikel 6 wijst erop dat een meerderheid van de Vlamingen in Brussel de formulieren voor de volkstelling in het Frans blijkt te ontvangen.

Het lid stelt vast dat men een nuttige precisering beschouwt als een verstoring van het globaal evenwicht, maar het fundamentele evenwicht werd verstoord toen men afstapte van het principe dat de taal die was van de streek, en dat de faciliteiten hoogstens bedoeld was om het de individuele burger wat gemakkelijker te maken.

Het lid meent tevens dat de goedkeuring van dit artikel, dat bedoeld is om een fout van een voorganger van de huidige Minister goed te maken, mag aangegrepen worden om ook andere fouten te verbeteren.

De Minister wijst erop dat de toenmalige Minister van Binnenlandse Zaken er in een circulaire van 31 oktober 1985 de aandacht op vestigde dat een advies van 20 december 1984 aan de Vaste Commissie voor Taaltoezicht strikt diende te worden toegepast, advies waarin staat dat een particulier die zijn stukken in de andere taal wil ontvangen, dit uitdrukkelijk moet vragen.

De Vaste Commissie voor Taaltoezicht heeft dus niet de term « schriftelijk » gebruikt. De Minister is bereid de Vaste Commissie te vragen wat bedoeld wordt met « uitdrukkelijk », zoals hij ook bereid is de betrokken overheden te herinneren aan de bepalingen van de circulaire van 1985 en het advies van de Vaste Commissie.

De Minister verbindt er zich toe het advies van de Vaste Commissie aan de Commissie mee te delen voor hij een nieuwe omzendbrief verstuurt.

De auteur van het amendement vraagt of men het probleem van de vorm van het verzoek niet best eerst zou uitklaren door een advies te vragen aan de Vaste Commissie voor Taaltoezicht en eventueel ook, over het amendement, aan de Raad van State.

De Minister pleit tegen de opschorting van de bespreking. Niets belet echter terzelfdertijd het advies te vragen van de Vaste Commissie voor Taaltoezicht en op basis daarvan alle initiatieven te nemen die nodig of wenselijk lijken.

Het eerste amendement wordt door de Commissie onontvankelijk verklaard met 15 stemmen tegen 1.

Het tweede amendement wordt door de Commissie onontvankelijk verklaard met 11 stemmen tegen 4.

Het artikel wordt aangenomen met 12 stemmen tegen 1, bij 2 onthoudingen.

Artikel 7 (artikel 7 van de aangenomen tekst)

Dit artikel geeft geen aanleiding tot opmerkingen.

Het wordt eenparig aangenomen door de 15 aanwezige leden.

Article 8 (article 8 du texte adopté)

Un commissaire dépose l'amendement suivant :

« A) Compléter le § 1^{er} de cet article par la disposition suivante :

« Cette enquête devra, en particulier, déterminer si l'habitation en question peut raisonnablement servir de résidence habituelle et principale. »

« B) Compléter le § 3 de cet article par un troisième alinéa, rédigé comme suit :

« Lorsque l'administration communale fait appel de la décision prise en vertu du § 2, la mesure de tutelle visée au § 1^{er} n'est pas exécutée tant qu'il n'a pas été statué sur l'appel. »

L'auteur de l'amendement déclare que celui-ci est étroitement lié à l'amendement qu'il avait déposé à l'article 1^{er} et selon lequel une inscription aux registres de la population n'est possible que si la condition de domicile respecte les dispositions applicables en matière d'aménagement du territoire et d'urbanisme (voir la discussion de l'article 1^{er}, ci-avant).

Le Ministre renvoie à la déclaration qu'il a faite à ce sujet au cours de la discussion de cet amendement et qu'il maintient intégralement.

Il reconnaît la gravité des problèmes qui se posent et est disposé à en discuter avec les Régions et à contribuer, dans la mesure du possible, à leur solution, mais il persiste à croire que les dispositions proposées par la voie d'amendements ne sont pas appropriées.

Il constate que l'amendement oblige le Ministre de l'Intérieur à empiéter sur les compétences des Ministres régionaux qui ont l'aménagement du territoire, l'urbanisme et la politique du logement dans leurs attributions.

Le Ministre répète que, s'il est démontré que la commune ou une autre instance compétente a engagé, sur quelque base que ce soit, une procédure d'expulsion ou une procédure d'interruption d'usage, il n'imposera l'inscription qu'après la fin d'un délai suffisant pour faire aboutir cette procédure.

Le commissaire constate que le point de vue sur lequel se base le Ministre et le sien divergent. Il considère que, selon le Ministre, le problème en question doit être résolu par les Régions, alors qu'il se trouve, à son sens, à la tangence entre le pouvoir national et le pouvoir décentral.

L'intervenant ajoute que, dans bien des cas, aucune procédure d'expulsion ne pourra être engagée au moment où l'intéressé demande son inscription, parce qu'il le fera souvent avant même d'avoir déménagé.

Le Ministre persiste à croire que la proposition qu'il a formulée est la meilleure possible et, il veut

Artikel 8 (artikel 8 van de aangenomen tekst)

Een lid dient het volgende amendement in :

« A) Paragraaf 1 van dit artikel aan te vullen als volgt :

« Dit onderzoek moet meer bepaald uitwijzen of de betrokken woonst redelijkerwijze kan dienst doen als een plaats, waar men in staat is gewoonlijk en hoofdzakelijk te wonen. »

« B) Paragraaf 3 van dit artikel aan te vullen met een derde lid, luidende :

« De in § 1 genoemde voogdijmaatregel wordt niet uitgevoerd als het gemeentebestuur beroep instelt tegen de beslissing genomen in artikel 8, § 2, en zolang over dit beroep geen uitspraak is gedaan. »

De auteur van het amendement verklaart dat dit amendement nauw aansluit bij het amendement dat hij indiende bij artikel 1 en dat strekte om te bepalen dat een inschrijving in de bevolkingsregisters slechts mogelijk is als de woonplaats beantwoordt aan de bepalingen inzake ruimtelijke ordening en stedenbouw (zie de bespreking van artikel 1, hiervoor).

De Minister verwijst naar de verklaring die hij ter zake aflegde bij de bespreking van dat amendement, bespreking die hij integraal handhaaft.

Hij erkent de ernst van de problemen die rijzen, en is bereid die te bespreken met de Gewesten en in de mate van het mogelijke bij te dragen tot de oplossing ervan, maar blijft bij zijn mening dat de door de amendementen voorgestelde regeling daartoe niet het aangewezen middel is.

Hij stelt vast dat het amendement ertoe leidt dat de Minister van Binnenlandse Zaken zich op het bevoegdheidsdomein moet begeven van de Gewestministers die bevoegd zijn voor de ruimtelijke ordening en de stedenbouw en voor het huisvestingsbeleid.

De Minister herhaalt dat als aangetoond wordt dat de gemeente of een andere bevoegde instantie op welke gronden ook een begin heeft gemaakt met een uitwijzingsprocedure of een procedure tot stopzetting van gebruik, hij de inschrijving slechts zal opleggen na afloop van een voldoende termijn om die procedure tot een goed einde te brengen.

Het lid stelt vast dat de Minister en zichzelf van verschillende uitgangspunten vertrekken. Zijns inziens gaat de Minister uit van de stelling dat het probleem dat rijst een probleem is dat de Gewesten moeten oplossen, terwijl hijzelf de mening toegedaan is dat men zich op een raakvlak van de nationale en de decretaale bevoegdheid bevindt.

Het lid wijst er nog op dat men in veel gevallen geen uitwijzingsprocedure zal kunnen instellen op het ogenblik waarop de betrokkene zijn inschrijving vraagt omdat men dikwijls zijn inschrijving al vraagt nog voor men verhuisd is.

De Minister blijft bij zijn mening dat het voorstel dat hij formuleerde het best mogelijk is, en zo nodig

bien en discuter, s'il y a lieu, avec les gouverneurs et les pouvoirs locaux et la traduire par une circulaire aux communes.

On souligne que la législation relative à l'aménagement du territoire prévoit quand même deux procédures utilisables. Pour commencer, le gouverneur peut, en accord avec les communes, désigner un fonctionnaire chargé de constater les infractions en matière d'urbanisme. D'autre part, l'administration communale peut, parallèlement à d'autres instances, requérir, même en référé, qu'il soit mis fin à l'affectation à la résidence principale, éventuellement sous peine d'astreinte.

Les intéressés doivent alors prouver qu'ils ont leur résidence principale à une autre adresse. Un changement d'usage est également une infraction en matière d'urbanisme.

L'intervenant fait observer que, dans la pratique, il est presque impossible de démontrer qu'un logement est affecté à la résidence permanente.

Le Ministre constate que chacun cherche séparément une solution au problème, qui risque de devenir catastrophique à court terme, mais il craint qu'elle ne reste introuvable tant que l'on n'améliorera pas l'applicabilité des dispositions décretales régissant la matière. Il est, en tout cas, persuadé qu'il ne peut résoudre seul le problème et, plus encore, qu'étant donné la répartition des compétences, il ne peut pas, lui, apporter la plus grande contribution à une solution.

Le commissaire attire l'attention sur les possibilités offertes par le second alinéa de l'article 3.

Le Ministre s'engage à instituer un groupe de travail, après l'adoption du projet, en vue de l'exécution de l'article 3. Les ministres régionaux compétents seront également invités à participer à ce groupe de travail.

L'intervenant déclare que, sur la foi des déclarations du Ministre, il retire son amendement.

L'article 8 fait encore l'objet d'un deuxième amendement, libellé comme suit :

« 1. Remplacer le § 1^{er}, alinéa 3, par la disposition suivante :

« Si le lieu de son habitation est connu, la personne dont l'inscription aux registres de la population doit être régularisée, et le cas échéant, son représentant légal, ainsi que la ou les communes concernées, en sont avisés par lettre recommandée à la poste, afin de leur permettre de faire valoir dans les quinze jours de cette notification leurs observations ou moyens de défense éventuels. Ces personnes, de même que le représentant de la ou des communes concernées, sont, à leur demande, entendus par le Ministre ou, si celui-ci a fait usage de son droit de délégation, par le fonctionnaire délégué pour prendre la décision. »

wil hij dat bespreken met de gouverneurs en de lokale besturen en neerschrijven in een omzendbrief aan de gemeenten.

Er wordt op gewezen dat de wetgeving inzake ruimtelijke ordening toch voorziet in twee bruikbare procedures. Vooreerst kan de gouverneur in overleg met de gemeente een ambtenaar aanduiden die de stedenbouwkundige overtredingen kan vaststellen. Anderzijds kan het gemeentebestuur, naast andere instanties, zelfs in kortgeding, vorderen dat een einde gemaakt wordt aan de hoofdzakelijke bewoning, eventueel op straffe van een dwangsom.

De betrokkenen moeten dan bewijzen dat zij op een ander adres een hoofdverblijfplaats hebben. Ook een gebruikswijziging is een bouwovertreiding.

Het lid laat opmerken dat het in de praktijk bijna onmogelijk is aan te tonen dat een woning gebruikt wordt voor permanente bewoning.

De Minister stelt vast dat ieder van zijn kant zoekt naar een oplossing voor een probleem dat op korte termijn rampzalig dreigt te worden, maar vreest dat die oplossing niet mogelijk is als de decretales bepalingen die de materie regelen niet beter toepasbaar gemaakt worden. In elk geval is hij overtuigd dat hij het probleem niet alleen kan oplossen, en, meer nog, dat hij, gelet op de verdeling van de bevoegdheden, niet de grootste bijdrage kan leveren tot een oplossing.

Het lid wijst op de mogelijkheden die geboden worden door het tweede lid van artikel 3.

De Minister verbindt er zich toe na de aanneming van het ontwerp een werkgroep te installeren met het oog op de uitvoering van artikel 3. Op die werkgroep zullen ook de bevoegde Gewestministers uitgenodigd worden.

Het lid verklaart dat het zijn amendement intrekt, gelet op de verklaringen van de Minister.

Bij artikel 8 wordt nog een tweede amendement ingediend dat als volgt luidt :

« 1. Paragraaf 1, derde lid, te vervangen door de volgende bepaling :

« Indien de plaats waar hij woont bekend is, worden de persoon van wie de inschrijving in de bevolkingsregisters moet worden geregulariseerd, en eventueel zijn wettelijke vertegenwoordiger en de betrokken gemeente(n), daarvan bij een ter post aangezekende brief op de hoogte gesteld, om hun de mogelijkheid te geven hun eventuele opmerkingen of verweermiddelen binnen vijftien dagen na deze kennisgeving te doen gelden. Deze personen, alsook de vertegenwoordiger van de betrokken gemeente(n) worden op hun verzoek gehoord door de Minister of, indien deze van zijn delegatierecht gebruik gemaakt heeft, door de ambtenaar die gedelegeerd is om de beslissing te nemen. »

« 2. Remplacer le § 2 par la disposition suivante :

« § 2. La décision du Ministre ou de son délégué, dûment motivée, est notifiée par lettre recommandée à la poste aux administrations communales concernées. Celles-ci effectuent d'office les inscriptions et radiations qui leur sont imposées dès que la décision leur est communiquée. Elles avisent sans tarder, par lettre recommandée à la poste, les personnes concernées ainsi que le Ministre ou son délégué, de l'exécution de la décision. La commune qui opère l'inscription fait procéder, le cas échéant, au remplacement ou à la modification de la carte d'identité de la personne intéressée, laquelle est invitée, à cet effet, à se présenter au service de la population de la commune. »

L'auteur de l'amendement renvoie à la discussion de son amendement tendant à insérer un article 5quater.

Le Ministre fait remarquer qu'il est également tenu compte de la demande d'informer les communes en temps utile et de leur donner la possibilité de présenter leurs observations ou moyens de défense.

L'amendement est adopté à l'unanimité des 13 membres présents.

L'article, ainsi amendé, est adopté à la même unanimité.

Article 8bis (nouveau) (article 4 du texte adopté)

Un membre dépose l'amendement suivant :

« Insérer un article 8bis (nouveau), rédigé comme suit :

« Article 8bis. — Le Ministre qui a l'Intérieur dans ses attributions, organise l'inspection des registres de population. »

Justification

Il n'est peut-être pas indispensable, mais néanmoins utile, d'arrêter les compétences en la matière par la voie légale et de les confier au Ministre de l'Intérieur.

L'amendement est adopté à l'unanimité des 13 membres présents. Il est, toutefois, décidé de faire, du texte dont l'insertion est proposée, l'article 4, ce qui est possible puisque l'article 4 initial a été rejeté.

Article 9 (article 10 du texte adopté)

Cet article ne donne lieu à aucune remarque. Il est adopté à l'unanimité des 13 membres présents.

« 2. Paragraaf 2 te vervangen door de volgende bepaling :

« § 2. De behoorlijk met redenen omklede beslissing van de Minister of zijn gemachtigde wordt bij een ter post aangetekende brief betekend aan de betrokken gemeentebesturen. Deze doen ambtshalve de inschrijvingen en afvoeringen die hun worden opgelegd zodra de beslissing hun bekend is. Zij geven onverwijld, bij een ter post aangetekende brief, aan de betrokken personen, aan de Minister of zijn gemachtigde, kennis van de uitvoering van de beslissing. De gemeente die de inschrijving verricht, laat in voorkomend geval de identiteitskaart vervangen of wijzigen van de betrokken persoon, die daartoe wordt verzocht zich bij de bevolkingsdienst van de gemeente aan te melden. »

De auteur van het amendement verwijst naar de bespreking van zijn amendement strekkende tot de invoeging van een artikel 5quater.

De Minister laat opmerken dat ook tegemoet gekomen wordt aan de vraag de gemeenten tijdig op de hoogte te stellen en hen de mogelijkheid te bieden hun opmerkingen of verweermiddelen te formuleren.

Het amendement wordt eenparig aangenomen door de 13 aanwezige leden.

Het aldus geamendeerde artikel wordt met dezelfde eenparigheid aangenomen.

Artikel 8bis (nieuw) (artikel 4 van de aangenomen tekst)

Een lid dient het volgende amendement in :

« Een artikel 8bis (nieuw) in te voegen, luidende :

« Artikel 8bis. — De Minister tot wiens bevoegdheid Binnenlandse Zaken behoort, organiseert de inspectie van de bevolkingsregisters. »

Verantwoording

Het is misschien niet onontbeerlijk maar wellicht toch wel nuttig de bevoegdheid ter zake bij wet te bepalen en bij de Minister van Binnenlandse Zaken te leggen.

Het amendement wordt eenparig aangenomen door de 13 aanwezige leden. Er wordt evenwel beslist de voorgestelde tekst in te schrijven als artikel 4, wat mogelijk is nu het oorspronkelijke artikel 4 verworpen werd.

Artikel 9 (artikel 10 van de aangenomen tekst)

Dit artikel geeft geen aanleiding tot opmerkingen. Het wordt eenparig aangenomen door de 13 aanwezige leden.

Article 10 (nouveau) (article 9 du texte adopté)

Un membre dépose encore un amendement, libellé comme suit :

« Intitulé

« Modifier l'intitulé comme suit : « *Projet de loi relative aux registres de population et aux cartes d'identité et modifiant la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques.* »

« Articles 1^{er} à 9

« Les articles 1^{er} à 9 forment le chapitre 1^{er} intitulé « *Registres de population et cartes d'identité.* »

« Article 10 (nouveau)

« Ajouter un article 10 rédigé comme suit, formant le chapitre II intitulé « *Modification de la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques* » :

« Article 10. — L'article 5, alinéa 2, de la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques est remplacé par la disposition suivante :

« Le Roi, après avis de la commission visée à l'article 12, peut, par arrêté délibéré en Conseil des ministres :

a) étendre l'accès à des organismes de droit belge qui remplissent des missions d'intérêt général; le Roi désigne nominativement ces organismes;

b) autoriser à des organismes de droit belge qui remplissent des missions d'intérêt général et qu'il désigne nominativement, la communication des informations nécessaires mentionnées à l'article 3, alinéa 1^{er}, 1^o à 9^o, et alinéa 2, exclusivement pour l'exécution d'activités scientifiques, de recherche et d'étude, dans les limites des informations qui doivent être mises à leur disposition, uniquement pour l'exécution de ces activités; les organismes ne peuvent disposer des informations visées que pendant le temps nécessaire à l'exécution de ces travaux et uniquement dans ce but; le Roi fixe les autres conditions auxquelles ces organismes doivent satisfaire pour obtenir communication de ces informations. »

Justification

Il arrive de plus en plus souvent que des centres d'étude et de recherche (surtout universitaires) demandent des listes d'habitants, ou certaines don-

Artikel 10 (nieuw) (artikel 9 van de aangenomen tekst)

Door een lid werd nog een amendement ingediend dat als volgt luidt :

« Opschrift

« Het opschrift wijzigen als volgt : « *Ontwerp van wet betreffende de bevolkingsregisters en de identiteitskaarten en tot wijziging van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen.* »

« Artikelen 1 tot 9

« De artikelen 1 tot 9 vormen het « *Hoofdstuk I. — Bevolkingsregisters en identiteitskaarten.* »

« Artikel 10 (nieuw)

« Een artikel 10, dat « *Hoofdstuk II. — Wijziging van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen* » vormt, invoegen luidende :

« Artikel 10. — Artikel 5, tweede lid, van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen wordt vervangen door de volgende bepaling :

« De Koning, na advies van de commissie bedoeld bij artikel 12, kan bij in Ministerraad overlegd besluit :

a) de toegang uitbreiden tot instellingen van Belgisch recht die opdrachten van algemeen belang vervullen; de Koning wijst deze instellingen nominatief aan;

b) aan instellingen van Belgisch recht die opdrachten van algemeen belang vervullen en die Hij nominatief aanwijst, de mededeling verlenen van de nodige informatiegegevens vermeld in artikel 3, eerste lid, 1^o tot 9^o, en tweede lid, uitsluitend voor de uitvoering van wetenschappelijke, navorsings- en onderzoekswerkzaamheden, binnen de perken van de informatiegegevens die hen ter beschikking moeten worden gesteld, uitsluitend voor de uitvoering van die werkzaamheden; de instellingen mogen slechts over de bedoelde informatiegegevens beschikken gedurende de tijd nodig voor de uitvoering van die werken en enkel tot dat doel; de Koning bepaalt de andere voorwaarden waaraan deze instellingen moeten voldoen om mededeling van deze informatiegegevens te bekomen. »

Verantwoording

Het gebeurt meer en meer dat studie- en onderzoekscentra (vooral universitaire) inwonerslijsten of bepaalde identificatiegegevens vragen. Dit

nées d'identification. Ceci par exemple afin de pouvoir réaliser des sondages qui doivent servir de support à une étude scientifique ou à des enquêtes sociologiques.

C'est pourquoi il est proposé de communiquer, avec autorisation du Roi, des informations du Registre national à tout organisme de droit belge qui remplit une mission d'intérêt général et qui satisfait aux conditions fixées par le Roi pour l'exécution d'activités scientifiques, d'étude et de recherche.

Et ce, en respectant les conditions fixées à l'article 11 de la loi qui ont trait à la protection, la confidentialité et la sécurité des données et le secret professionnel. Cette communication n'est en outre autorisée que dans les limites des informations qui doivent être nécessairement mise à disposition pour l'exécution de ces travaux.

Il convient toutefois de stipuler que la réglementation prévue pour la communication de données du Registre national à l'organisme n'implique nullement un droit d'accès au Registre national des personnes physiques. L'organisme n'a pas ce droit.

L'autorisation de disposer des informations en question est en outre limitée, en ce qui concerne la durée, au temps nécessaire à l'exécution des travaux, et ne permet leur utilisation que dans cet objectif. Etant donné que des activités d'étude sont généralement uniques, les informations obtenues pour l'exécution de ces travaux ne peuvent pas être conservées après qu'ils aient été terminés.

Elles ne peuvent évidemment pas non plus être utilisées pour d'autres objectifs que ceux qui ont justifié leur communication.

Le Ministre déclare approuver le contenu de l'amendement, qui permet aux institutions scientifiques de réaliser des sondages anonymes.

Il est décidé que le nouvel article proposé précèdera les dispositions transitoires et deviendra donc l'article 9, tandis que l'article 9 adopté deviendra l'article 10.

L'amendement est adopté à l'unanimité des 13 membres présents.

IV. VOTE SUR L'ENSEMBLE

L'ensemble du projet de loi amendé a été adopté par 11 voix et 2 abstentions.

Le présent rapport a été approuvé à l'unanimité des 14 membres présents.

Le Rapporteur,
H. DE LOOR.

Le Président,
E. CEREXHE.

bijvoorbeeld om steekproeven te kunnen uitvoeren die moeten dienen als ondersteuning voor wetenschappelijk onderzoek of sociologische enquêtes.

Er wordt daarom voorgesteld om met machtiging door de Koning informatiegegevens uit het Rijksregister mede te delen aan elke instelling van Belgisch recht die een opdracht van algemeen belang vervult en voldoet aan de voorwaarden vastgesteld door de Koning, voor de uitvoering van wetenschappelijke, onderzoeks- en navorsingswerkzaamheden.

Dit met naleving van de voorwaarden gesteld in artikel 11 van de wet, die betrekking hebben op de bescherming, de vertrouwelijkheid en de veiligheid van de gegevens en op het beroepsgeheim. Die mededeling is bovendien slechts toegelaten binnen de perken van de informatiegegevens die noodzakelijkerwijze moeten worden ter beschikking gesteld voor de uitvoering van die werken.

Wel dient duidelijk te worden gesteld dat de voorziene regeling van mededeling van informatiegegevens uit het Rijksregister aan de instelling geenszins een recht op toegang tot het Rijksregister van de natuurlijke personen impliceert. Dat recht heeft de instelling niet.

De machtiging om over de kwetsbare informatiegegevens te beschikken is bovendien qua duur beperkt tot de tijd nodig voor de uitvoering van de werkzaamheden, en laat het gebruik ervan enkel toe voor dat doel. Aangezien onderzoeksactiviteiten doorgaans eenmalig zijn, mogen de informatiegegevens, bekomen voor de uitvoering van die werken, na de beëindiging ervan niet langer worden bewaard.

Uiteraard mogen zij evenmin voor andere doeleinden worden gebruikt dan die welke de mededeling ervan hebben gerechtvaardigd.

De Minister verklaart dat hij kan instemmen met de inhoud van het amendement dat wetenschappelijke instellingen de mogelijkheid biedt anonieme steekproeven uit te voeren.

Beslist wordt dat het voorgestelde nieuwe artikel vooraf de overgangsbepalingen moet gaan, en dus artikel 9 wordt, terwijl het aangenomen artikel 9 het artikel 10 wordt.

Het amendement wordt eenparig aangenomen door de 13 aanwezige leden.

IV. STEMMING OVER HET GEHEEL

Het geheel van het geamendeerd ontwerp van wet wordt aangenomen met 11 stemmen, bij 2 onthoudingen.

Dit verslag werd eenparig goedgekeurd door de 14 aanwezige leden.

De Rapporteur,
H. DE LOOR.

De Voorzitter,
E. CEREXHE.

TEXTE ADOPTE EN COMMISSION**Nouvel intitulé**

Projet de loi relatif aux registres de la population et aux cartes d'identité et modifiant la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques.

CHAPITRE I^{er}**Registres de la population et cartes d'identité****Article 1^{er}**

Des registres de la population sont tenus dans chaque commune.

Les Belges et les étrangers admis ou autorisés à s'établir dans le Royaume doivent être inscrits aux registres de la population de la commune où ils ont leur résidence principale, qu'il y soient présents ou qu'ils en soient temporairement absents.

Art. 2

Outre les informations que la loi prescrit expressément d'enregistrer, les registres de la population mentionnent les informations relatives à l'identification et à la localisation des habitants ainsi que les informations nécessaires à la liaison avec d'autres fichiers de l'administration communale ou de l'administration centrale.

Dans ces limites, le Roi détermine la nature de ces informations. Il fixe également les règles suivant lesquelles lesdites informations peuvent être communiquées à des tiers.

Art. 3

La résidence principale est soit le lieu où vivent habituellement les membres d'un ménage composé de plusieurs personnes, unies ou non par des liens de parenté, soit le lieu où vit habituellement une personne isolée.

Le Roi fixe les règles complémentaires permettant de déterminer la résidence principale.

Art. 4

Le ministre qui a l'Intérieur dans ses attributions, organise l'inspection des registres de la population.

DOOR DE COMMISSIE AANGENOMEN TEKST**Nieuw opschrift**

Ontwerp van wet betreffende de bevolkingsregisters en de identiteitskaarten en tot wijziging van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen.

HOOFDSTUK I**Bevolkingsregisters en identiteitskaarten****Artikel 1**

In elke gemeente worden bevolkingsregisters gehouden.

De Belgen en de vreemdelingen die toegelaten of gemachtigd zijn om zich in het Rijk te vestigen, moeten worden ingeschreven in de bevolkingsregisters van de gemeente waar zij hun hoofdverblijf hebben, ongeacht of zij er aanwezig dan wel tijdelijk afwezig zijn.

Art. 2

Naast de informatiegegevens waarvan de wet uitdrukkelijk bepaalt dat ze geregistreerd moeten worden, vermelden de bevolkingsregisters de informatiegegevens betreffende de identificatie en de lokalisatie van de inwoners alsook de informatiegegevens die noodzakelijk zijn voor de verbinding met andere bestanden van het gemeentebestuur of van de centrale administratie.

Binnen die grenzen bepaalt de Koning de aard van deze informatiegegevens. Hij stelt tevens de regels vast volgens welke voormelde informatiegegevens megedeeld kunnen worden aan derden.

Art. 3

De hoofdverblijfplaats is de plaats waar de leden van een huishouden dat uit verscheidene personen is samengesteld gewoonlijk leven, ongeacht of die personen al dan niet door verwantschap verbonden zijn, of de plaats waar een alleenstaande gewoonlijk leeft.

De Koning stelt de aanvullende regels vast voor het bepalen van het hoofdverblijf.

Art. 4

De Minister tot wiens bevoegdheid Binnenlandse Zaken behoort, organiseert de inspectie van de bevolkingsregisters.

Art. 5

Le changement de résidence principale du Belge, l'établissement ou le changement de résidence principale de l'étranger en Belgique, sont constatés par une déclaration faite dans la forme et les délais prescrits par le Roi, et conformément aux règlements communaux pris en cette matière.

Art. 6

§ 1^{er}. La commune délivre aux personnes visées à l'article 1^{er} une carte valant certificat d'inscription dans les registres de la population.

§ 2. Les rubriques, spécifiques au titulaire, y figurent dans la langue de la commune où il réside, sauf dans les communes visées aux articles 6, 7 et 8 des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966, où elles sont rédigées dans la langue choisie par le titulaire parmi celles dont l'usage est autorisé au sens desdites lois coordonnées.

Les titres des rubriques figurent sur la carte d'identité dans la langue visée à l'alinéa 1^{er} et en anglais.

Les mentions « Belgique » et « Carte d'identité » sont apposées sur la carte d'identité dans les trois langues nationales, avec priorité à la langue visée à l'alinéa 1^{er}, et en anglais.

§ 3. Le numéro d'identification du Registre national des personnes physiques est mentionné sur la carte d'identité lorsque son titulaire en exprime la demande par écrit.

§ 4. Le Roi détermine la forme, le contenu, la durée de validité, les modalités de fabrication, de délivrance et d'utilisation de la carte d'identité. Il fixe l'âge à partir duquel la détention et le port de la carte d'identité sont obligatoires ainsi que le montant maximum qui peut être perçu à charge du titulaire lors de la remise de la carte à celui-ci. Il détermine également les autorités et officiers publics sur la réquisition desquels la carte d'identité doit être présentée.

§ 5. Tout contrôle automatisé de la carte d'identité par des procédés de lecture optique ou autre doit faire l'objet d'un arrêté royal délibéré en Conseil des ministres après avis de la commission consultative visée à l'article 12 de la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques.

§ 6. Les frais de fabrication des cartes d'identité délivrées aux citoyens belges et aux étrangers admis ou autorisés à s'établir dans le Royaume sont récupé-

Art. 5

De verandering van hoofdverblijf van de Belg, de vestiging of de verandering van hoofdverblijf van de vreemdeling in België worden vastgesteld door een aangifte die is gedaan in de vorm en binnen de termijnen voorgeschreven door de Koning, en overeenkomstig de gemeentelijke verordeningen die ter zake zijn vastgesteld.

Art. 6

§ 1. De gemeente geeft aan de in artikel 1 bedoelde personen een identiteitskaart af die geldt als bewijs van inschrijving in de bevolkingsregisters.

§ 2. De rubrieken die specifiek zijn voor de houder, komen erop voor in de taal van de gemeente waar hij verblijft, behalve in de gemeenten vermeld in de artikelen 6, 7 en 8 van de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken, gecoördineerd op 18 juli 1966, waar ze opgemaakt worden in de taal die de houder kiest uit die waarvan het gebruik is toegestaan in de zin van de voormelde gecoördineerde wetten.

De titels van de rubrieken komen op de identiteitskaart voor in de taal bedoeld in het eerste lid en in het Engels.

De vermeldingen « België » en « Identiteitskaart » komen op de identiteitskaart voor in de drie landstalen, met voorrang voor de taal bedoeld in het eerste lid, en in het Engels.

§ 3. Het identificatienummer bij het Rijksregister van de natuurlijke personen wordt op de identiteitskaart vermeld, wanneer de houder ervan daar schriftelijk om verzoekt.

§ 4. De Koning bepaalt de vorm, de inhoud, de geldigheidsduur en de modaliteiten van aanmaak, afgifte en gebruik van de identiteitskaart. Hij stelt de leeftijd vast vanaf welke het verplicht is de identiteitskaart te bezitten en bij zich te hebben, alsook het maximumbedrag dat ten laste van de houder mag worden geïnd bij het afgeven van de kaart aan hem. Hij bepaalt ook welke de openbare overheden en ambtenaren zijn op wier vordering de identiteitskaart moet worden getoond.

§ 5. Elke geautomatiseerde controle van de identiteitskaart door optische of andere leesprocedures moet het voorwerp uitmaken van een in Ministerraad overlegd besluit, na advies van de raadgevende commissie vermeld in artikel 12 van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen.

§ 6. De kosten voor de aanmaak van de identiteitskaarten afgeleverd aan de Belgische burgers en aan de vreemdelingen die toegelaten of gemachtigd zijn zich

rés, à l'intervention respectivement des ministres de l'Intérieur et de la Justice, par voie de prélèvements d'office sur le compte ouvert au nom des communes auprès de la S.A. « Crédit communal de Belgique ».

Art. 7

Les infractions aux articles précédents, à leurs arrêtés d'exécution et aux règlements communaux visés à l'article 5, sont punies d'une amende de vingt-six à cinq cents francs.

Les dispositions du livre premier du Code pénal, sans exception du chapitre VII et de l'article 85, sont applicables à ces infractions.

Art. 8

§ 1^{er}. En cas de difficulté ou de contestation en matière de résidence principale, le ministre qui a l'Intérieur dans ses attributions détermine le lieu de celle-ci après avoir fait procéder au besoin à une enquête sur place.

Le ministre peut déléguer les pouvoirs qui lui sont conférés par l'alinéa 1^{er} au fonctionnaire dirigeant l'administration qui a la population dans ses attributions.

Si le lieu de son habitation est connu, la personne dont l'inscription aux registres de population doit être régularisée, et le cas échéant, son représentant légal, ainsi que la ou les communes concernées, en sont avisés par lettre recommandée à la poste, afin de leur permettre de faire valoir dans les quinze jours de cette notification leurs observations ou moyens de défense éventuels. Ces personnes, de même que le représentant de la ou des communes concernées, sont, à leur demande, entendus par le ministre ou, si celui-ci a fait usage de son droit de délégation, par le fonctionnaire délégué pour prendre la décision.

Passé ce délai, le ministre ou son délégué prend sa décision.

Au cas où cette enquête révèle que la personne intéressée a quitté sa dernière adresse connue sans en faire la déclaration requise et que le lieu où elle s'est établie ne peut être découvert, il est procédé à sa radiation d'office des registres de population.

§ 2. La décision du ministre ou de son délégué, dûment motivée, est notifiée par lettre recommandée à la poste aux administrations communales concernées. Celles-ci effectuent d'office les inscriptions et radiations qui leur sont imposées dès que la décision

in het Rijk te vestigen, worden, respectievelijk door tussenkomst van de Minister van Binnenlandse Zaken en de Minister van Justitie, ingevorderd bij wege van ambtshalve heffingen op de rekening die op naam van de gemeenten is geopend bij de N.V. « Gemeentekrediet van België ».

Art. 7

De overtredingen van de voorgaande artikelen, van de besluiten tot uitvoering ervan en van de in artikel 5 bedoelde gemeentelijke verordeningen worden gestraft met een geldboete van zesentwintig tot vijfhonderd frank.

De bepalingen van het eerste boek van het Strafwetboek, hoofdstuk VII en artikel 85 niet uitgezonderd, zijn op die overtredingen van toepassing.

Art. 8

§ 1. Bij moeilijkheden of betwistingen in verband met het hoofdverblijf, bepaalt de Minister tot wiens bevoegdheid Binnenlandse Zaken behoort, de plaats ervan, na zo nodig een onderzoek ter plaatse te hebben laten uitvoeren.

De Minister kan de hem bij het eerste lid toevertrouwde bevoegdheden overdragen aan de ambtenaar die de leiding heeft van het bestuur dat bevoegd is voor de bevolking.

Indien de plaats waar hij woont bekend is, worden de persoon van wie de inschrijving in de bevolkingsregisters moet worden geregulariseerd, en eventueel zijn wettelijke vertegenwoordiger en de betrokken gemeente(n), daarvan bij een ter post aangetekende brief op de hoogte gesteld, om hun de mogelijkheid te geven hun eventuele opmerkingen of verweermiddelen binnen vijftien dagen na deze kennisgeving te doen gelden. Deze personen, alsook de vertegenwoordiger van de betrokken gemeente(n) worden op hun verzoek gehoord door de Minister of, indien deze van zijn delegatierecht gebruik gemaakt heeft, door de ambtenaar die gedelegeerd is om de beslissing te nemen.

Wanneer die termijn verstreken is, neemt de Minister of zijn gemachtigde een beslissing.

Ingeval uit dat onderzoek blijkt dat de betrokken persoon zijn laatste bekende adres heeft verlaten zonder daarvan de vereiste aangifte te doen en dat de plaats waar hij zich gevestigd heeft niet gevonden kan worden, wordt hij ambtshalve van de bevolkingsregisters afgevoerd.

§ 2. De behoorlijk met redenen omklede beslissing van de Minister of zijn gemachtigde wordt bij een ter post aangetekende brief betekend aan de betrokken gemeentebesturen. Deze doen ambtshalve de inschrijvingen en afvoeringen die hun worden opgelegd

leur est communiquée. Elles avisent sans tarder, par lettre recommandée à la poste, les personnes concernées ainsi que le ministre ou son délégué, de l'exécution de la décision. La commune qui opère l'inscription fait procéder, le cas échéant, au remplacement ou à la modification de la carte d'identité de la personne intéressée, laquelle est invitée, à cet effet, à se présenter au service de la population de la commune.

§ 3. Après deux avertissements consécutifs constatés par la correspondance, le ministre qui a l'Intérieur dans ses attributions peut charger un ou plusieurs commissaires de se transporter sur les lieux aux frais des autorités communales en retard de satisfaire aux avertissements, à l'effet d'accomplir les mesures d'exécution des décisions relatives à la détermination de la résidence principale.

La rentrée de ces frais sera poursuivie, comme en matière de contributions directes, sur l'exécutoire du ministre qui a l'Intérieur dans ses attributions.

CHAPITRE II

Modification de la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques

Art. 9

L'article 5, alinéa 2, de la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques est remplacé par la disposition suivante :

« Le Roi, après avis de la commission visée à l'article 12, peut, par arrêté délibéré en Conseil des ministres :

a) étendre l'accès à des organismes de droit belge qui remplissent des missions d'intérêt général; le Roi désigne nominativement ces organismes;

b) autoriser la communication, à des organismes de droit belge qui remplissent des missions d'intérêt général et qu'il désigne nominativement, des informations nécessaires mentionnées à l'article 3, alinéa premier, 1^o à 9^o, et deuxième alinéa, exclusivement pour l'exécution d'activités scientifiques de recherche et d'étude, dans les limites des informations qui doivent être mises à leur disposition uniquement pour l'exécution de ces activités; les organismes ne peuvent disposer des informations visées que pendant le temps nécessaire à l'exécution de ces travaux et uni-

zodra de beslissing hun bekend is. Zij geven onverwijld, bij een ter post aangetekende brief, aan de betrokken personen, aan de Minister of zijn gemachtigde, kennis van de uitvoering van de beslissing. De gemeente die de inschrijving verricht, laat in voorkomend geval de identiteitskaart vervangen of wijzigen van de betrokken persoon, die daartoe wordt verzocht zich bij de bevolkingsdienst van de gemeente aan te melden.

§ 3. Na twee opeenvolgende, uit de briefwisseling blijkende waarschuwingen kan de minister tot wiens bevoegdheid Binnenlandse Zaken behoort, één of meer commissarissen gelasten zich ter plaatse te begeven op kosten van de gemeenteoverheden die verzuimd hebben aan de waarschuwingen gevolg te geven, ten einde de maatregelen te treffen die nodig zijn voor de uitvoering van de beslissingen aangaande het bepalen van het hoofdverblijf.

De invordering van de kosten geschiedt, zoals inzake directe belastingen, nadat de Minister tot wiens bevoegdheid Binnenlandse Zaken behoort, het bevelschrift uitvoerbaar heeft verklaard.

HOOFDSTUK II

Wijziging van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen

Art. 9

Artikel 5, tweede lid, van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen wordt vervangen door de volgende bepaling :

« De Koning, na advies van de commissie bedoeld bij artikel 12, kan bij in Ministerraad overlegd besluit :

a) de toegang uitbreiden tot instellingen van Belgisch recht die opdrachten van algemeen belang vervullen; de Koning wijst deze instellingen nominatief aan;

b) aan instellingen van Belgisch recht die opdrachten van algemeen belang vervullen en die Hij nominatief aanwijst, de mededeling verlenen van de nodige informatiegegevens vermeld in artikel 3, eerste lid, 1^o tot 9^o, en tweede lid, uitsluitend voor de uitvoering van wetenschappelijke, navorsings- en onderzoekswerkzaamheden, binnen de perken van de informatiegegevens die hen ter beschikking moeten worden gesteld uitsluitend voor de uitvoering van die werkzaamheden; de instellingen mogen slechts over de bedoelde informatiegegevens beschikken gedu-

quement dans ce but; le Roi fixe les autres conditions auxquelles ces organismes doivent satisfaire pour obtenir communication de ces informations. »

CHAPITRE III

Dispositions abrogatoires

Art. 10

Sont abrogés :

1° l'article 1^{er}, 11°, du décret du 7 messidor an II concernant l'organisation des archives établies auprès de la représentation nationale;

2° la loi du 2 juin 1856 sur les registres de la population, modifiée par la loi du 4 juillet 1962 et par la loi du 1^{er} août 1985;

3° l'article 7 de la loi du 14 juillet 1951 autorisant des régularisations, augmentant et réduisant certains crédits couverts par l'année 1950 et allouant des crédits supplémentaires pour les dépenses se rapportant aux exercices 1949 et antérieurs.

rende de tijd nodig voor de uitvoering van die werken en enkel tot dat doel; de Koning bepaalt de andere voorwaarden waaraan deze instellingen moeten voldoen om mededeling van deze informatiegegevens te bekomen. »

HOOFDSTUK III

Opheffingsbepalingen

Art. 10

Opgeheven worden :

1° artikel 1, 11°, van het decreet van 7 messidor jaar II « concernant l'organisation des archives établies auprès de la représentation nationale »;

2° de wet van 2 juni 1856 op de bevolkingsregisters, gewijzigd bij de wet van 4 juli 1962 en bij de wet van 1 augustus 1985;

3° artikel 7 van de wet van 14 juli 1951 houdende machtiging tot regularisaties, verhoging en vermindering van sommige voor het dienstjaar 1950 uitgetrokken kredieten, zomede toekenning van bijkredieten voor de uitgaven met betrekking tot 1949 en de vorige dienstjaren.